



RÉPONSES VERTES GUIDE RAPIDE SUR L'ENVIRONNEMENT



Remerciements

L'auteur principal de ce document est Gavin Reynolds, consultant indépendant. Les co-auteurs sont Richard Casagrande (Fédération internationale), Sofia Ritthammer et Julia Sandberg (Croix-Rouge suédoise/Université de Lund). Nous remercions les membres du Groupe de travail sur les réponses vertes et Andrea Dekrout pour leur relecture et leurs retours.

L'élaboration de ce Guide rapide a été financée par la Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne (DG ECHO) dans le cadre du Partenariat programmatique pilote.



**Funded by
the European Union**

© Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, 2022

Toute partie de cette publication peut être citée, copiée, traduite dans d'autres langues ou adaptée pour répondre aux besoins locaux sans autorisation préalable de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à condition que la source soit clairement indiquée.

Photo de couverture: Mirva Helenius / Finnish Red Cross

Les demandes de reproduction commerciale doivent être adressées au Secrétariat de la FICR :

Adresse : FICR, Chemin des Crêts 17, Petit-Saconnex, 1209 Genève, Suisse

Adresse postale : Case postale . 303, 1211 Genève 19, Suisse

T +41 (0)22 730 42 22 | **F** +41 (0)22 730 42 0 | **W** [ifrc.org](https://www.ifrc.org)

SOMMAIRE

Les réponses vertes en bref

4

Introduction

6

L'analyse des risques environnementaux

12

Niveau organisationnel

17

Soutenir la sensibilisation des communautés à l'environnement

22

Approvisionnement

25

Transport et logistique

31

Construction

37

Énergie - pour les infrastructures

43

Déchets

47

Sols

52

Eau

57

Énergie - ménages

62

Assistance sous forme d'espèces et de bons

67

Annexe

71

LES RÉPONSES VERTES EN BREF

Analyse des risques environnementaux de Toutes les opérations et de tous les projets

Effectuez une simple analyse des risques environnementaux de toutes vos activités pour répertorier et réduire leurs impacts environnementaux potentiels.



Niveau organisationnel

Veillez à ce que votre organisation nomme un référent sur la durabilité environnementale et lui apporte un appui.

Repérez les principaux facteurs contribuant à l'empreinte environnementale de votre organisation, ainsi que des domaines et des objectifs d'amélioration

Envisagez d'élaborer une politique environnementale et d'intégrer la durabilité environnementale dans la Stratégie de votre organisation.



Soutenir la sensibilisation des communautés à l'environnement

Intégrez des activités de sensibilisation à l'environnement dans les projets et opérations à chaque fois que cela s'avère possible, en soulignant les effets de la dégradation de l'environnement sur les moyens de subsistance, la santé et le bien-être.



Approvisionnement

Intégrez des exigences environnementales dans les procédures courantes d'achat et attirez l'attention des fournisseurs sur celles-ci.

Incluez des critères environnementaux dans les spécifications applicables aux articles de secours courants, à leur emballage et à leur transport.



Transport et logistique

Dans le cadre des activités de préparation, anticipez les besoins futurs de façon à améliorer les approvisionnements préalables et à adopter des méthodes de livraison plus lentes et plus durables.

Appuyez-vous sur des recommandations et des outils de suivi de l'utilisation des véhicules pour identifier les domaines d'amélioration (réduction du gaspillage de carburant dû aux excès de vitesse et aux temps morts, p. ex.).

Pensez à utiliser des véhicules adaptés aux besoins, ainsi que des véhicules hybrides ou électriques le cas échéant.



Construction

Lorsque cela s'avère possible, réduisez le gaspillage en réparant ou en modernisant les structures existantes et en vous employant activement à recycler et à réutiliser les matériaux, y compris les débris issus d'une catastrophe.

Utilisez des matériaux de construction durables. Évitez ou minimisez l'utilisation de matériaux produits ou extraits de manière nuisible pour l'environnement ou qui causent de la pollution.

Concevez des structures et des abris à même de maximiser l'efficacité énergétique grâce à l'ombrage et à la ventilation passive, et prévoyez des systèmes de récupération des eaux de pluie/usées et de production d'énergie solaire.



Énergie - pour les infrastructures

Pour répondre aux exigences en matière d'énergie d'une infrastructure, pensez à utiliser des sources d'énergie renouvelable telles que l'énergie solaire.

Formez votre personnel à adopter des comportements efficaces en matière énergétique (éteindre les lumières et les ordinateurs et utiliser l'air conditionné et le chauffage de façon appropriée).



Eau

Dans la mesure du possible, raccordez-vous aux systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement existants et renforcez-les. Si vous construisez des installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène, évitez de contaminer les eaux souterraines ou d'utiliser les sources d'eau de façon excessive.

Utilisez des énergies renouvelables telles que l'énergie solaire plutôt que des groupes électrogènes pour alimenter les pompes à eau.

Faites en sorte qu'aucun déchet ou eau usée, traitée ou non, ne pénètre jamais dans les milieux d'eau douce tels que les rivières ou les lacs.



Déchets

Essayez toujours de réduire la quantité de déchets découlant de vos activités, en particulier l'utilisation d'objets en plastique à usage unique. Lorsque cela s'avère possible, réduisez la taille et le poids de vos emballages et utilisez des matériaux réutilisables, recyclables ou biodégradables.

Promouvez la valorisation des déchets, tant dans les communautés, dans le cadre des activités de projet, que dans les infrastructures. Au minimum, les déchets devraient être triés en déchets organiques, recyclables et autres déchets.

Prenez soin d'éliminer en toute sécurité les déchets dangereux, notamment les déchets sanitaires, médicaux et électroniques, ainsi que les produits chimiques et les polluants.



Énergie - pour les ménages

Étudiez comment les ménages cuisent leur nourriture et s'éclairent, et encouragez le recours à des moyens plus durables pour répondre à ces besoins dans le cadre de projets et d'opérations, tels que l'utilisation d'autres types de combustibles ou de dispositifs de cuisson améliorés.



Sols

Évitez les problèmes d'érosion en gérant soigneusement les projets de construction et d'installation de camps afin de préserver le sol et la végétation de couverture.

Explorez toujours la possibilité d'intégrer la protection et la restauration des écosystèmes dans les activités en recourant à des solutions naturelles.

Étudiez attentivement les conséquences environnementales potentielles des activités qui promeuvent l'agriculture, l'élevage et la pêche ; encouragez l'agriculture durable, l'agroforesterie et les activités de gestion de l'eau.



Assistance sous forme d'espèces et de bons

Intégrez systématiquement l'environnement dans les évaluations, les politiques et les stratégies liées à l'assistance sous forme d'espèces et de bons, notamment la question de l'accès aux sources d'énergie des ménages et de leur coût.

Encouragez des choix de consommation durables au travers d'activités éducatives et de sensibilisation.



INTRODUCTION

À quoi sert ce document et comment l'utiliser ?

Ce *Guide rapide pour des réponses vertes* a été pensé comme un document de référence sur lequel s'appuyer pour améliorer la durabilité environnementale des projets et des opérations humanitaires menés par les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Il s'inscrit dans le cadre de l'initiative pour des réponses plus respectueuses de l'environnement et vise à fournir des idées et de l'inspiration en vue de trouver des options plus durables qui soient de nature à réduire l'impact environnemental de notre travail. Si tous les membres du personnel et les volontaires y trouveront une utilité, il s'adresse cependant plus spécifiquement aux responsables de projets et aux équipes des Sociétés nationales chargés de la gestion des risques de catastrophes. Il n'est pas nécessaire d'être expert en environnement pour pouvoir l'utiliser.

Ce guide rapide, utile dès la phase de planification du cycle du projet, appuiera le processus d'analyse des risques environnementaux. Il propose des idées, des solutions et des conseils quant aux options à la disposition des personnes chargées de la mise en œuvre des projets pour réduire tout effet négatif sur l'environnement et maximiser les résultats susceptibles d'améliorer la durabilité environnementale. Il peut être utilisé après la réalisation de l'évaluation environnementale, ou en association avec les résultats d'une analyse NEAT+ (voir la section sur [l'analyse des risques environnementaux](#) ci-dessous).

Bien qu'il porte principalement sur les programmes et les interventions humanitaires des Sociétés nationales, ce guide rapide offre également un aperçu de la façon dont ces dernières peuvent améliorer la durabilité environnementale de leur [organisation dans son ensemble](#).

Aucun guide ne peut couvrir tous les aspects environnementaux potentiels des projets de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ni recenser toutes les options disponibles permettant d'améliorer les résultats pour l'environnement. Ce guide fournit quelques idées et exemples de base que les professionnels de la gestion des risques de catastrophes, les responsables de projets et leurs équipes peuvent utiliser et modifier en fonction de leurs besoins. Il n'est pas conçu pour une lecture linéaire, mais comme un outil auquel se référer durant la phase de planification d'un projet. Le but n'est pas de lever tous les impacts environnementaux potentiels, mais d'améliorer la gestion environnementale de chaque projet et opération, tout en continuant de remplir les objectifs humanitaires.

Ce document n'est pas subdivisé selon les catégories humanitaires habituelles, mais en catégories plus larges qui reflètent la nature transversale de la durabilité environnementale. Par exemple, la construction durable ne concerne pas seulement les spécialistes des abris, mais également ceux de la construction d'infrastructures d'eau et d'assainissement, et d'infrastructures sanitaires. Quant au sujet important des déchets, il concerne tout le monde.

Soulignons enfin que l'analyse environnementale, comme l'évaluation et l'atténuation des impacts, sont des sujets complexes. Pour les projets ou opérations difficiles et de grande ampleur qui sont susceptibles d'avoir des répercussions importantes sur l'environnement, ou qui se déploient dans un contexte environnemental particulièrement sensible, l'assistance d'experts est nécessaire.

Que sont les réponses vertes, et pourquoi sont-elles importantes ?

La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Fédération internationale) promeut l'intégration systématique de la durabilité environnementale dans son travail humanitaire au travers de l'initiative « Interventions vertes ». La notion de réponses vertes est définie dans la [politique environnementale du Secrétariat de la Fédération internationale \(2019\)](#) comme le fait de « sauver des vies et de réduire les souffrances sans risquer de nuire à l'environnement ou aux moyens de subsistance, aux biens, à la santé et à la survie des personnes touchées ».

Notre planète subit actuellement une triple crise : la crise climatique, la crise de la biodiversité et la crise de la pollution¹. Ces crises ont des conséquences profondes sur la nature et engendrent des souffrances humaines de plus en plus fortes qui touchent de façon disproportionnée les communautés les plus vulnérables. Face à la nécessité d'une action collective à l'échelle mondiale, les organisations humanitaires ont la responsabilité de réduire leur propre empreinte climatique et écologique et de renforcer la durabilité environnementale de leur travail. De même, il incombe à la communauté humanitaire d'intensifier son soutien aux communautés pour qu'elles puissent faire face et s'adapter aux conséquences existantes de ces trois crises – mais cela dépasse le champ de notre définition des « réponses vertes ».

Relever ces défis constitue une contribution décisive à l'objectif principal et au mandat du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. De plus, intégrer des critères environnementaux permet d'améliorer l'efficacité des activités d'intervention humanitaire, car ces critères garantissent la protection et l'utilisation optimale des ressources naturelles dont dépendent les vies et les moyens de subsistance.

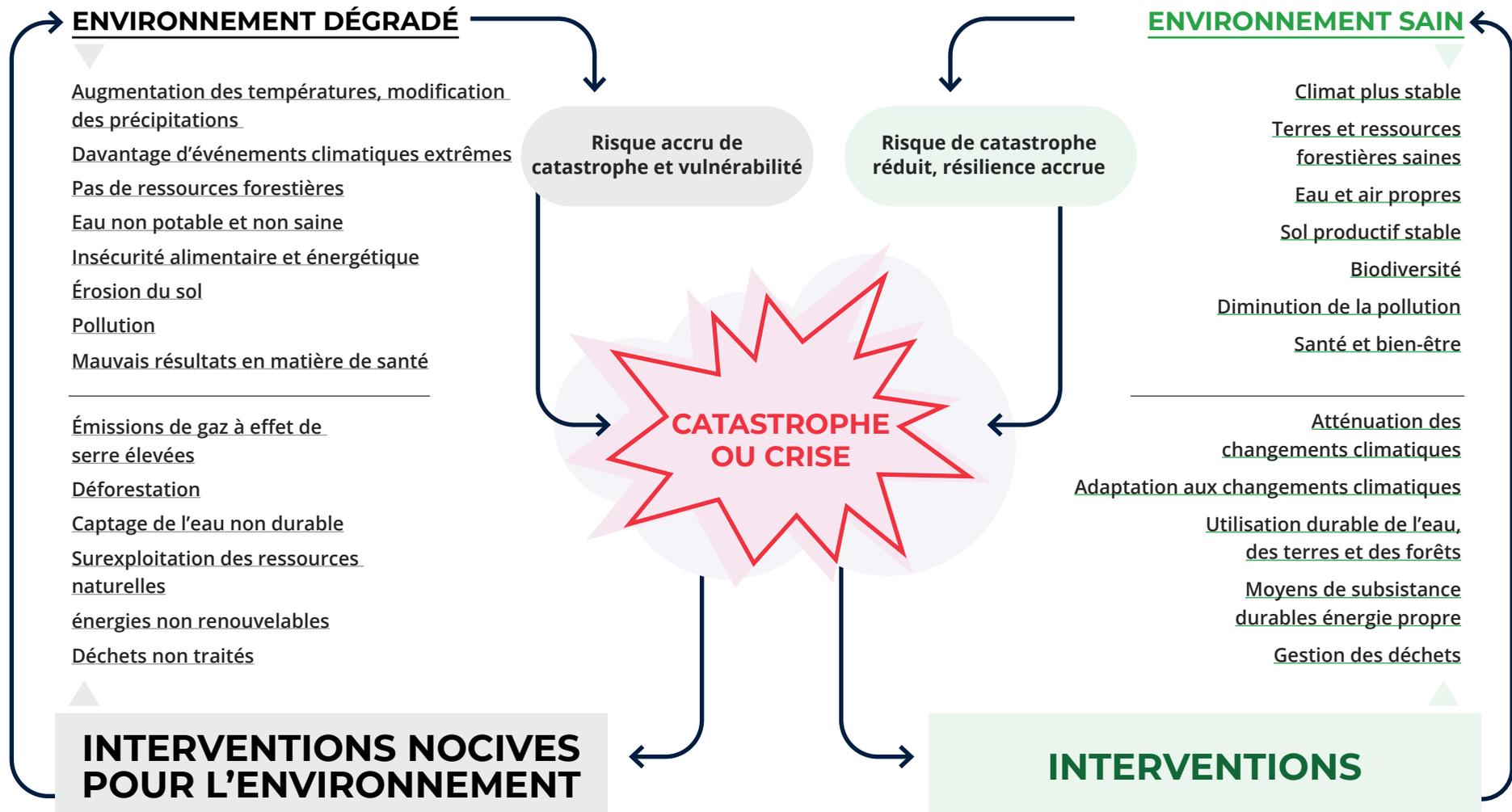
De plus, les opérations d'intervention durables pour l'environnement contribuent positivement à un relèvement durable, à la résolution de conflits et au renforcement de la résilience. Enfin, dans le cadre des actions sur la crise climatique et environnementale menées à l'échelle mondiale, les gouvernements, les donateurs et les partenaires nous exhortent de plus en plus à garantir la réduction de l'impact environnemental de nos actions humanitaires et le respect des réglementations et de la législation environnementales. La [Charte sur le climat et l'environnement pour les organisations humanitaires](#) que la Fédération internationale, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et de nombreuses Sociétés nationales ont adoptée énonce des engagements clés en ce sens.

L'objectif des réponses vertes est que les Sociétés nationales de la Croix-Rouge/du Croissant-Rouge déploient des projets et des activités qui sauvent des vies et réduisent les souffrances, mais sans dégrader l'environnement et sans incidence négative sur les vies et les moyens de subsistance des générations actuelles et futures. À cet effet, nous devons avant tout établir en quoi nos projets et activités peuvent avoir un impact négatif sur l'environnement ; ensuite, nous devons chercher d'autres méthodes ou des solutions qui permettent d'atteindre les mêmes objectifs, mais de façon plus durable.

La figure ci-dessous illustre la contribution des dégâts environnementaux aux risques de catastrophe, et l'aggravation possible de cette situation lorsqu'une intervention humanitaire accentue les conséquences sur l'environnement. Elle montre également que des interventions humanitaires plus vertes peuvent réduire les risques de catastrophe et aident à briser le cycle des catastrophes et à renforcer la résilience.

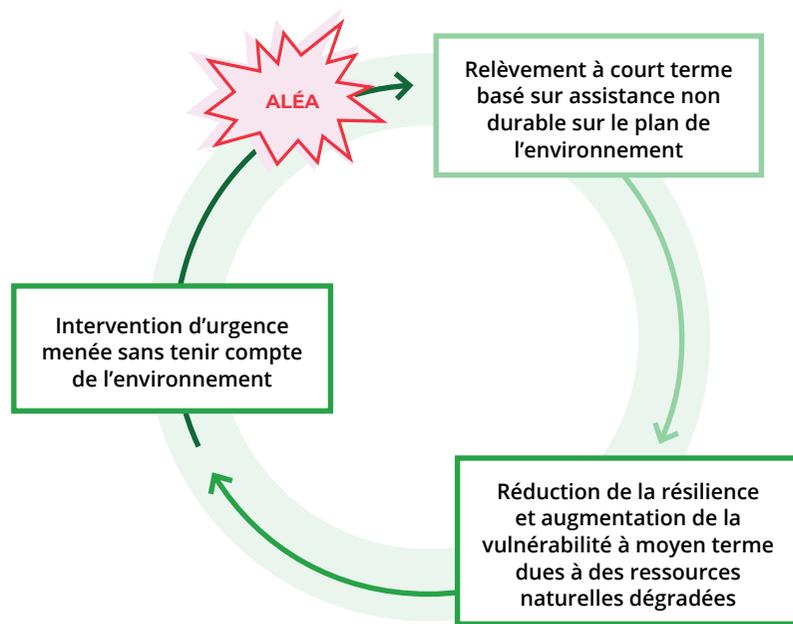
¹ Déclaration de la Directrice exécutive du PNUÉ, 2019

Les liens entre l'environnement, les catastrophes et l'intervention humanitaire



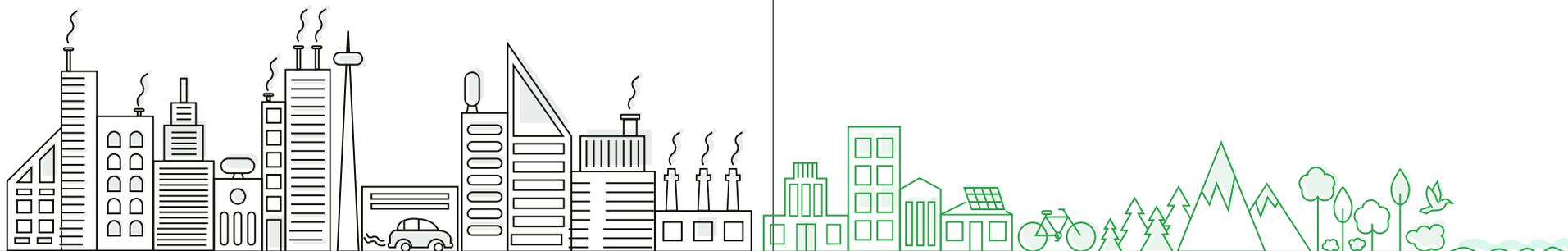
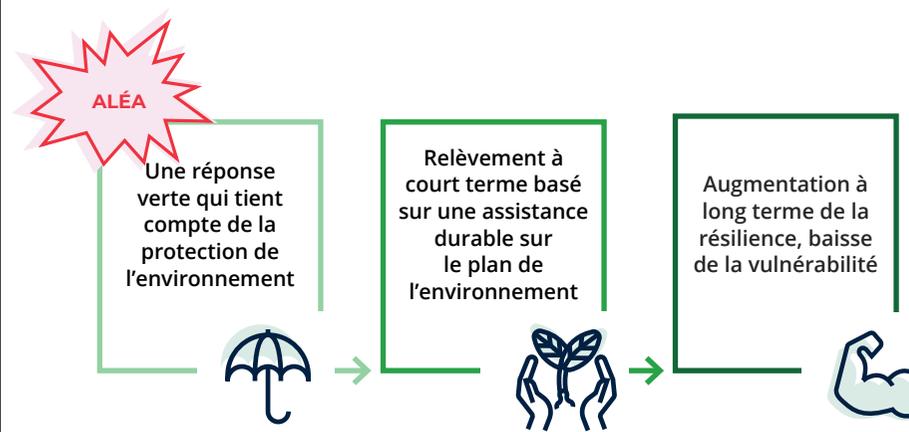
Lorsque les choses tournent mal : le cycle des impacts négatifs sur l'environnement dans l'action humanitaire

Toutes les interventions et tous les projets humanitaires ont des impacts à la fois positifs et négatifs sur l'environnement. Mais lorsque les impacts négatifs ne sont ni identifiés ni gérés, ils peuvent entraver nos objectifs et exposer les communautés locales à des risques accrus et à des pertes à long terme. L'image ci-dessous illustre le cycle d'une mauvaise gestion de l'environnement.



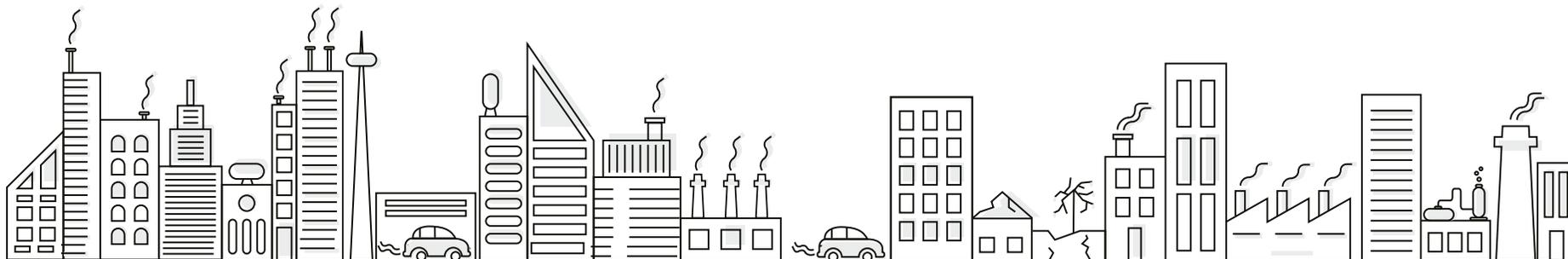
Lorsque les choses se passent bien : rompre le cycle grâce à des réponses vertes

Les interventions humanitaires qui prévoient des actions vertes sont plus efficaces et peuvent apporter aux communautés des bénéfices environnementaux durables. De plus, les réponses vertes favorisent la bonne gestion des ressources, ce qui permet souvent d'économiser de l'argent et du temps qui peuvent être utilisés pour fournir davantage de services aux communautés ciblées. L'image ci-dessous illustre une voie possible pour une réponse verte.



Lorsque les choses tournent mal : les conséquences négatives de l'action humanitaire sur l'environnement

- Rivières polluées de déchets et d'écoulements provenant de projets d'assainissement : les villages en aval n'ont pas d'eau propre et le poisson et les autres ressources aquatiques locales disparaissent.
- Accumulation de déchets plastiques et d'emballages dans les fossés et les rivières : le plastique est brûlé, ce qui produit des fumées toxiques causant des maladies ; les égouts et les canaux se bouchent et débordent lorsqu'il pleut.
- Les articles de secours sont bloqués à la frontière ou dans les ports parce qu'ils sont emballés dans des plastiques à usage unique illégaux dans le pays concerné.
- Les arbres sont coupés pour répondre aux besoins en énergie et en (re)construction des ménages, ce qui fait disparaître toutes les forêts et expose les sols : les jardins et les cultures ne produisent rien parce que le sol se retrouve privé de nutriments et d'humidité ; la population ne disposant pas de suffisamment d'énergie pour cuire la nourriture, les femmes et les enfants doivent marcher de longues distances pour trouver du bois à brûler.
- Le sol est déblayé à l'aide de bulldozers au profit de constructions, de camps, etc. : toute la végétation est supprimée et le sol s'érode et ne produit plus rien.
- Les véhicules et les générateurs à diesel sont surexploités et mal entretenus : les émissions de CO₂ excessives contribuent aux changements climatiques, les carburants et l'essence se déversent dans le sol et causent de la pollution.
- Le recours démesuré aux achats internationaux et aux transports sur de longues distances génère des émissions excessives de CO₂ qui contribuent aux changements climatiques.
- Les eaux souterraines sont surexploitées pour les projets d'installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène : les puits locaux s'assèchent et les personnes qui ont besoin d'eau n'en reçoivent pas assez.
- Les systèmes d'approvisionnement en eau sont mal entretenus : l'eau est gaspillée à cause de fuites et de robinets cassés ; les gens se retrouvant avec une quantité d'eau insuffisante, il faut puiser encore davantage dans des eaux souterraines limitées.
- Des projets bien intentionnés visant à rétablir et à renforcer les moyens de subsistance ont un impact négatif inattendu sur les ressources naturelles, comme la surpêche ou la plantation de cultures nuisibles.



Lorsque les choses se passent bien : les avantages des réponses vertes

- Une bonne gestion des déchets : des cours d'eau propres habités par du poisson sain, et des communautés en aval disposant d'eau propre ; des égouts propres qui ne débordent pas lorsqu'il pleut.
- Le recyclage offre des possibilités de revenus aux communautés et empêche d'incinérer les déchets plastiques ou d'en faire une source de pollution.
- Les articles de secours présentés dans des emballages biodégradables arrivent en temps voulu et ne produisent pas de déchets supplémentaires.
- Les ménages disposent d'une énergie de cuisson propre : ils peuvent cuire leur nourriture plus rapidement, les femmes ne prennent plus de risque et les enfants peuvent aller à l'école ; l'air intérieur est plus propre et les forêts locales sont protégées.
- Les constructions sont réalisées en matériaux durables et conçues de façon à minimiser les besoins en énergie et en eau ; les forêts, les terres et l'eau locales sont protégées, et l'utilisation de matériaux de construction locaux durables s'accompagne d'avantages économiques.
- Le sol est déblayé de façon intelligente, à la main : l'herbe et les végétaux ne sont pas enlevés et protègent les sols, il n'y a pas d'érosion et les jardins domestiques donnent une bonne production, ce qui améliore la sécurité alimentaire.
- L'achat d'articles produits localement ou le recours à des programmes d'assistance sous forme d'espèces et de bons qui tiennent compte de l'environnement aide à réduire l'empreinte carbone de notre chaîne d'approvisionnement.
- L'énergie solaire remplace les pompes à eau et les générateurs diesel dans les bâtiments : cela réduit les émissions de CO₂ et la pollution de l'air, et ni l'essence ni aucun carburant ne s'infiltré dans le sol.
- L'eau souterraine est surveillée et gérée : les puits locaux restent pleins et de l'eau est à disposition.
- Les systèmes d'approvisionnement en eau sont entretenus : l'eau est conservée de façon qu'il y en ait suffisamment pour tout le monde et les eaux grises sont récupérées pour arroser les jardins.
- Les communautés sont plus conscientes de l'importance de protéger l'environnement et de la façon de le faire.



L'ANALYSE DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

L'analyse des risques environnementaux est une approche simple et normalisée visant à déterminer les impacts environnementaux potentiels d'un projet ou d'une activité de façon à pouvoir les éviter ou les atténuer. **Elle constitue une première étape de base, vitale, pour améliorer la durabilité environnementale des projets humanitaires.**

L'analyse des risques environnementaux consiste simplement à dresser la liste des apports et des produits concrets d'un projet ou d'une activité et à les mettre en rapport avec les sensibilités de l'environnement récepteur afin d'établir quels sont les principaux impacts environnementaux, qu'ils soient positifs ou négatifs. Une fois les impacts environnementaux recensés, il est possible d'envisager des façons de les éviter ou de les atténuer et d'intégrer les changements requis à cet effet dans le plan du projet, en y allouant des ressources le cas échéant. Des indicateurs appropriés sont alors sélectionnés à des fins de suivi et également intégrés dans le plan du projet.

L'analyse des risques environnementaux est une forme simplifiée d'évaluation de l'impact environnemental. Elle peut être utilisée pour un projet unique ou pour toute une opération humanitaire, l'idée étant que l'effort investi dans sa réalisation soit proportionnel

à l'impact environnemental probable du projet. Par exemple, un projet communautaire de promotion de l'hygiène n'aura sans doute pas d'impact environnemental important et l'analyse des risques environnementaux pourra prendre moins d'une heure. Par contre, la construction d'un établissement de santé communautaire est davantage susceptible d'avoir un fort impact sur l'environnement et nécessitera une étude plus détaillée, voire des conseils d'experts.

L'analyse des risques environnementaux peut généralement être réalisée par le responsable de programme et l'équipe de projet s'ils disposent d'une bonne compréhension du projet planifié et de connaissances de base sur le contexte environnemental du site du projet : plus ces connaissances seront poussées, meilleure sera la qualité de l'étude. Les informations sur l'environnement recueillies dans le cadre d'une évaluation des besoins en cas d'urgence ou d'un processus d'évaluation améliorée de la vulnérabilité et des capacités (EVCA) permettent d'accélérer et d'améliorer l'évaluation et, partant, la durabilité des projets. Les projets/opérations de très grande envergure à composantes multiples, susceptibles d'avoir un impact environnemental important, ou les projets déployés dans des contextes environnementaux sensibles, nécessiteront l'assistance d'un spécialiste.

Quand réaliser une analyse des risques environnementaux?

Il est préférable de réaliser l'analyse des risques environnementaux au cours du processus de planification du projet. Une bonne compréhension de la nature des activités et des actions prévues est nécessaire, mais il faut rester ouvert à des changements et améliorations. Si l'analyse des risques environnementaux n'est pas réalisée pendant la phase de planification, elle peut l'être rétroactivement pour circonscrire les sensibilités environnementales ou les résultats environnementaux

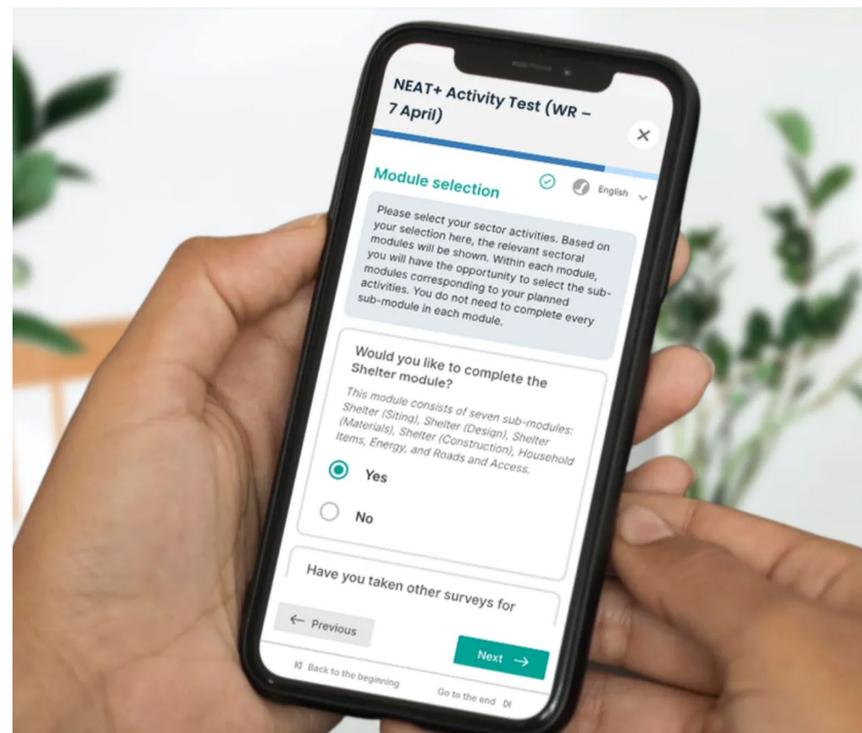
potentiels dont il faudrait tenir compte dans le suivi des projets lorsque l'on veut améliorer la qualité d'un programme. L'analyse des risques environnementaux peut également être requise par les autorités de régulation locales ou en vertu des conditions imposées par les donateurs.

Les outils d'analyse des risques environnementaux pour le secteur humanitaire

La procédure présentée ci-dessous décrit le processus de base que tout responsable de projet ou toute équipe d'opération peut mettre en œuvre pour réaliser une analyse des risques environnementaux. Cependant, pour faciliter ce processus, des outils ont été élaborés à l'intention spécifique des acteurs humanitaires. Ces outils adoptent un processus de base identique et s'appuient sur les mêmes questions – il s'agit notamment de recueillir des informations générales sur le contexte environnemental et les répercussions éventuelles des interventions planifiées sur l'environnement.

Parmi ces outils figure l'outil d'analyse des risques environnementaux multipolaire (NEAT+) (neatplus.org), un outil d'étude environnementale au niveau du projet destiné aux contextes humanitaires. NEAT+ comprend différents modules pour différents contextes et secteurs. Il présente l'avantage d'enregistrer toutes les informations en un seul et même endroit et génère automatiquement la liste des principaux risques environnementaux, ainsi que des mesures d'atténuation proposées. Cet outil, parmi d'autres, est particulièrement utile lors de la planification détaillée d'activités humanitaires envisagées sur le long terme, dans le contexte de crises prolongées, d'installations de type camp ou d'activités de soutien au relèvement pour les communautés. Il n'est pas nécessaire de disposer d'une expertise en environnement pour s'en servir. Différents membres du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont commencé à l'utiliser et il est recommandé car il est considéré comme la plus simple des solutions disponibles.

Bien que ces outils puissent être utilisés à tout moment et dans tout contexte, ils sont moins adaptés aux interventions d'urgence initiales et aux évaluations réalisées immédiatement après une nouvelle crise. Ils conviennent davantage lorsque le domaine de mise en œuvre du projet et la nature globale de l'intervention ou de l'opération ont été clairement déterminés. Ils peuvent également être utilisés dans des contextes de programmation à plus long terme.

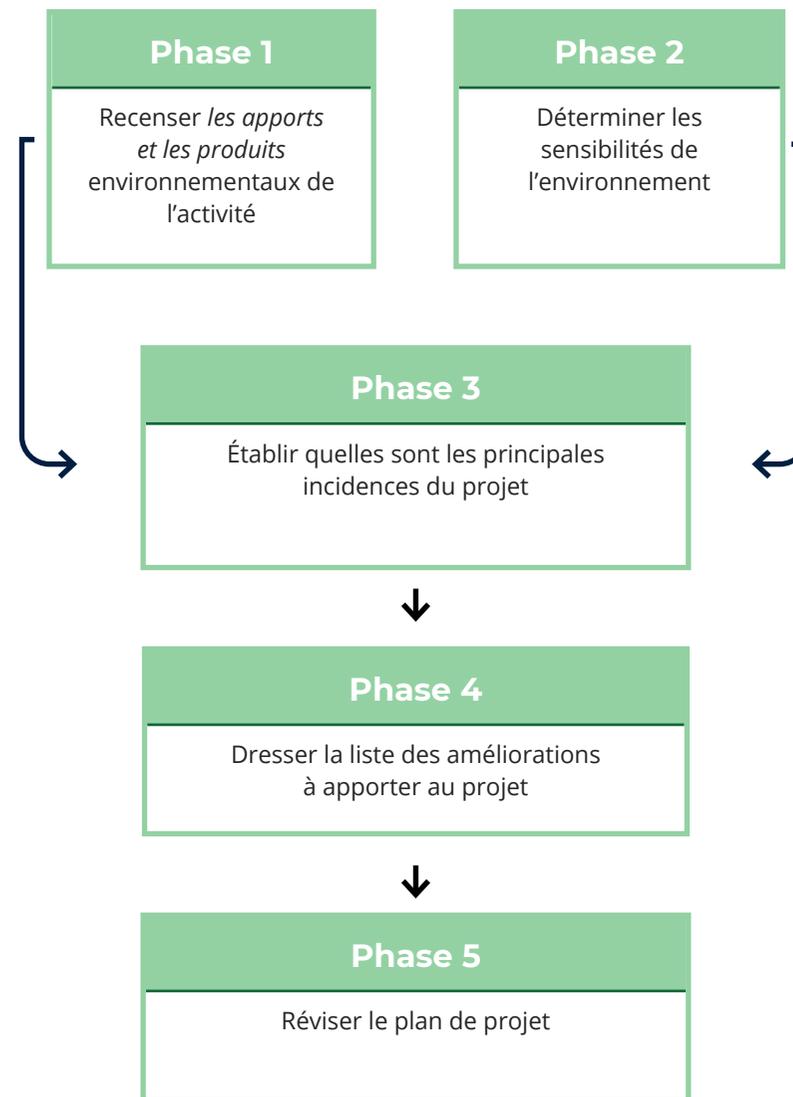


L'outil d'évaluation environnementale NEAT+ est facile à utiliser et permet aux humanitaires de comprendre le contexte environnemental dans lequel ils travaillent, et les impacts potentiels de leurs activités prévues sur l'environnement. L'outil fournit un rapport de synthèse et suggère également des mesures d'atténuation qui peuvent être intégrées dans les projets afin d'améliorer les résultats environnementaux.

Comment réaliser l'analyse des risques environnementaux?

De nombreux outils, tels que l'outil NEAT+, simplifient l'analyse des risques environnementaux, mais il est bon de comprendre le processus pour pouvoir réaliser soi-même l'évaluation le cas échéant. Pour recenser les impacts environnementaux probables d'un projet, il faut prédire l'interaction entre, d'une part, les sensibilités connues de l'environnement, et d'autre part, les changements physiques qui seront causés par les activités du projet. La réalisation d'une analyse des risques environnementaux nécessite de bien comprendre l'activité planifiée, en particulier les actions physiques qui auront lieu (*les apports et les produits*), et de connaître le contexte environnemental du site dans lequel se déroulera cette activité.

Généralement, une connaissance de base du contexte environnemental est suffisante ; cependant, plus les connaissances seront approfondies, plus efficace sera l'analyse. Suivre les recommandations formulées dans la note d'orientation sur [la durabilité environnementale dans le processus d'évaluation des besoins d'urgence](#) (collecte d'informations environnementales secondaires à partir de ressources en ligne et publiées et consultation de la communauté) permet de mieux comprendre le contexte environnemental. Le cas échéant, il est également utile, à cette fin, de consulter le référent environnement de la Société nationale et/ou les experts environnementaux locaux. Enfin, il est bien entendu très important de se rapprocher des communautés locales.



Phase 1. Recenser *les apports et les produits* environnementaux de l'activité

Passer le plan de projet en revue et relevez toutes les actions physiques qui devront se produire, ainsi que ce qu'elles apporteront, enlèveront ou modifieront dans l'environnement.

Phase 2. Déterminer les sensibilités de l'environnement

Examiner l'environnement local dans lequel les activités prennent place en se penchant sur les éléments suivants :

- le climat ;
- la topographie ;
- les ressources naturelles ;
- les sources d'eau ;
- la population locale ;
- l'utilisation des sols, les moyens de subsistance ;
- l'industrie locale ;
- les services tels que l'électricité ou l'assainissement ;
- l'accès ;
- les zones protégées et les sites culturels.

Il convient en outre de tenir compte de l'impact environnemental des projets à l'échelle mondiale, notamment les émissions de gaz à effet de serre, les déchets plastiques et la pollution issue du transport, de l'approvisionnement, de la chaîne d'approvisionnement, etc.

Phase 3. Établir quelles sont les principales incidences du projet

Comparer la liste des *apports et des produits* avec les sensibilités environnementales répertoriées afin d'établir quels sont les principaux impacts. C'est l'interaction entre *les apports et les produits* du projet et l'environnement qui est importante. Par exemple, l'impact sera probablement plus marqué dans le cas d'un projet d'extraction d'eau mené dans une région au climat aride soumise au stress hydrique, ou dans le cas d'un projet qui engendre une augmentation des déchets plastiques (ce qui représente un *apport* de plastique) dans des communautés rurales reculées dépourvues de systèmes de gestion des déchets.

Phase 4. Dresser la liste des améliorations à apporter au projet

Étudier les options permettant de réduire ou d'améliorer les principaux impacts - p. ex. : remplacer les emballages plastiques par du carton biodégradable ; ou préserver la couverture du sol pour éviter son érosion. Pour trouver des idées, commenter les différentes options entre collègues, passer en revue les propositions énumérées dans le présent Guide rapide ou se faire accompagner par des spécialistes de la question.

Phase 5. Réviser le plan de projet

Mettre à jour le plan de projet de façon à y intégrer les améliorations recensées pour réduire l'impact environnemental. Au besoin, y allouer un budget. Prévoir les indicateurs appropriés dans le plan de suivi.

Un exemple d'analyse des risques environnementaux de base pour un projet sur l'eau est présenté en annexe.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

OUTILS

Outil d'analyse des risques environnementaux multipolaire (NEAT+) :

<https://neatplus.org/>

Outil d'analyse des risques environnementaux rapide (REA) :

<https://eecentre.org/resources/rapid-environmental-assessment-in-disasters-rea-guidelines/>

CONSEILS

Fiche thématique - Réduire l'impact des interventions humanitaires sur l'environnement, SPHÈRE et la Croix-Rouge suédoise (2019).

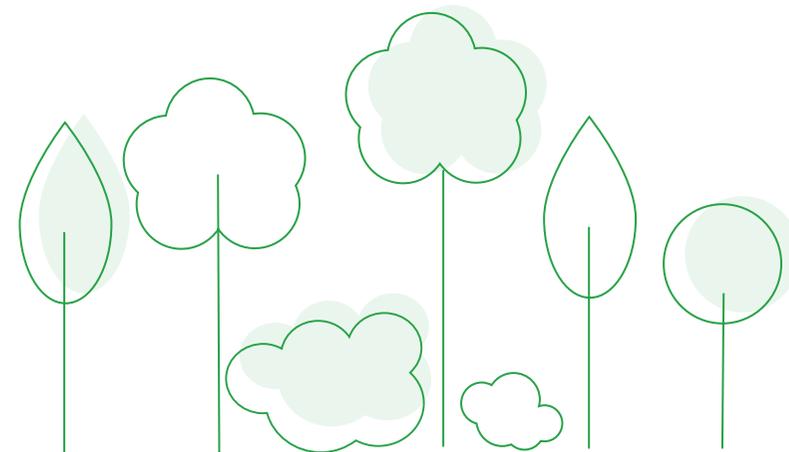
<https://www.spherestandards.org/wp-content/uploads/environment-thematic-sheet-FR.pdf>

Minimum Environmental Requirements and Recommendations, DG ECHO 2022

https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/what/humanitarian-aid/climate-change-and-environment_fr

Greening Humanitarian Aid, eLearning, DG ECHO

<https://www.dgecho-partners-helpdesk.eu/elearning-greening-humanitarian-aid#/>



NIVEAU ORGANISATIONNEL

En 2021, la Fédération internationale et le CICR ont élaboré la Charte sur le climat et l'environnement pour les organisations humanitaires, où est énoncé l'engagement de « maximiser la durabilité environnementale de nos programmes et opérations, et réduire rapidement nos émissions de gaz à effet de serre ».

Problématiques

- Pour une organisation, verdir ses actions nécessite d'adopter une nouvelle façon de penser or, souvent, le soutien que cela exige de la part de la direction et l'allocation de ressources dédiées ne sont pas considérés comme prioritaires.
- La durabilité environnementale n'incombe généralement à personne en particulier au sein des organisations, qui sont insuffisamment sensibilisées à l'impact environnemental potentiel de notre travail et aux possibilités d'y remédier.
- La pression accrue des gouvernements et des donateurs pour une amélioration des résultats environnementaux et le respect des réglementations sur l'environnement ne s'accompagne pas d'un renforcement de l'expertise en la matière ni d'une augmentation des financements.
- L'absence de ressources dédiées et de financement à long terme à l'appui d'un processus de changement interne entrave tout progrès.
- Le manque de coordination entre les interventions humanitaires à court terme et les objectifs de développement à long terme nuit à la durabilité et à l'efficacité environnementales.

Solutions

Le personnel et les volontaires des Sociétés nationales sont déjà motivés pour fournir des services de qualité aux communautés qui en ont besoin. Cela constitue une base solide pour une transition vers une organisation plus durable pour l'environnement. L'engagement à long terme de l'organisation en faveur de la durabilité environnementale, avec l'appui de la direction et du personnel à tous les niveaux et à travers tous les départements et toutes les équipes, peut engendrer un changement réel.

Un simple examen des pratiques courantes de l'organisation en matière de consommation d'eau et d'énergie, d'élimination des déchets et d'émissions de gaz à effet de serre permet souvent de circonscrire les changements rapides et peu coûteux qu'il est possible de mettre en place pour réduire immédiatement notre impact environnemental. Les initiatives environnementales sont généralement un excellent point de départ pour des collaborations intersectorielles et peuvent renforcer le sentiment de partager un même objectif et le travail d'équipe nécessaire pour apporter des améliorations continues et progressives.

RECOMMANDATIONS VERTES

- Renforcer et démontrer l'engagement en faveur de la durabilité environnementale aux niveaux de la direction et du conseil d'administration en élaborant une politique environnementale et en intégrant l'environnement dans la stratégie à long terme de l'organisation.
- Amener les dirigeants de l'organisation à s'approprier et à défendre la durabilité environnementale.
- Nommer et appuyer un responsable ou un référent durabilité environnementale chargé de réunir l'ensemble des parties prenantes de l'organisation et d'assurer le suivi des progrès réalisés.
- Élaborer une stratégie visant à renforcer la durabilité environnementale qui comporte des lignes directrices claires concernant les actions du personnel et des incitations à atteindre les objectifs environnementaux. Communiquer clairement à ce sujet auprès du personnel et des parties prenantes.
- Instaurer l'obligation d'intégrer une analyse des risques environnementaux dans tous les plans de projet.
- Réaliser une analyse des risques environnementaux de l'organisation afin de dresser l'inventaire de ses principaux impacts environnementaux et des domaines à améliorer (p. ex., mesurer les émissions de gaz à effet de serre).
- Définir une base de référence environnementale et assurer le suivi et l'évaluation du processus d'écologisation en ciblant en particulier les émissions de gaz à effet de serre, l'énergie, l'eau et les déchets.
- Prendre des mesures rapides et pratiques qui suscitent de l'enthousiasme et un élan vers la durabilité, telles que la mise en œuvre d'une politique de déplacement durable, l'utilisation papier recyclé dans les bureaux, des options de plats végétariens à la cafétéria et le choix d'un fournisseur d'énergie verte.
- Reconnaître l'opinion et les retours d'expérience du personnel afin de garantir la faisabilité du projet et d'améliorer sa mise en œuvre.
- Pour compenser les effets inévitables sur l'environnement, tels que les émissions de gaz à effet de serre, veiller à recourir à des crédits de compensation certifiés et de bonne qualité.
- Dresser la liste des besoins en formation, conseils pratiques, systèmes et outils.
- Obtenir et allouer des financements à l'appui d'un processus de changement continu et à des ressources humaines dédiées.
- Chercher un soutien et des conseils extérieurs auprès d'organismes publics, d'organisations non gouvernementales et d'experts locaux, et demander l'appui du groupe de travail sur les réponses vertes.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

CONSEILS

Boîte à outils de la Fédération internationale pour l'élaboration d'une politique environnementale : guide à l'intention des Sociétés nationales (en anglais)

https://ifrcorg.sharepoint.com/:f/s/IFRCSharing/Eous2_48LQIMkXVeRw7qkFUBuLDxBvk4WenLQDR_bIKCeA?e=dKzq8k

Red Goes Green Checklist, Croix-Rouge suédoise (2020)

https://www.rodakorset.se/globalassets/rodakorset.se/dokument/om-oss/fakta-och-standpunkter/rapporter/red-goes-green_checklist.pdf

MOOC (cours en ligne) sur le développement durable dans l'action humanitaire (en anglais), CICR et Fédération internationale

<https://www.futurelearn.com/courses/sustainable-development-humanitarian-action>

REDuction : calculateur d'émissions carbone en ligne, Centre pour la coopération en Méditerranée et Croix-Rouge espagnole

https://www.cruzroja.es/cre_web/formacion/materiales/ccm/calculadora/index.html#/fr

Carbon Accounting Tool for Humanitarian Organisations: Specifications. Alliance du Mouvement pour des chaînes d'approvisionnement durables.

RAPPORTS

Rapport pour mieux comprendre les obstacles à l'écologisation d'une organisation :

Red Goes Green, Barriers and enablers for effectively greening practices and strengthening environmental sustainability across the International Red Cross Red Crescent Movement, Croix-Rouge suédoise et Groupe de travail sur les réponses vertes (2020)

https://www.rodakorset.se/globalassets/rodakorset.se/dokument/om-oss/fakta-och-standpunkter/rapporter/red-goes-green_report_2020.pdf

Étude sur les défis à relever pour une mise en œuvre efficace à grande échelle de l'intégration de l'environnement dans les programmes : Brügge, Environmental Mainstreaming in Humanitarian Interventions Pinochet, Hansen et Vichitlekarn (2020)

https://www.eecentre.org/wp-content/uploads/2020/04/EMHIT_FINAL-REPORT-with-WWF-good-practice-2.pdf

Évaluer l'impact environnemental des activités humanitaires : Analyse de l'empreinte environnementale de l'aide humanitaire, financée par la DG ECHO, étude de cadrage. Samantha Brangeon et Frances Crowley (2020).

<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Groupe-URD-Inspire-studypublic.pdf>

Exemple Des politiques vertes au Costa Rica

La Croix-Rouge costaricienne considère que les réponses vertes sont essentielles à la réalisation de son mandat. Elle les a donc intégrées dans sa politique relative à la gestion des risques de catastrophes et, forte de l'appui solide de sa direction, elle a instauré une politique de gestion de l'environnement spécifique pour guider ses opérations. Par ailleurs, son plan de développement stratégique 2021-2030 souligne combien il est important de protéger l'environnement et de réduire les impacts environnementaux négatifs tout en fournissant des services de qualité. Tout cela envoie au personnel, aux partenaires et aux bénéficiaires un message fort et cohérent : la direction de la Société nationale s'approprie et défend la durabilité environnementale. La Croix-Rouge costaricienne fait également partie du programme national « Drapeau bleu », qui aide les organisations à mesurer cinq domaines de performances environnementales (gestion des déchets, eau, électricité, énergies fossiles et consommation responsable) et reconnaît les efforts qu'elles déploient pour protéger les ressources naturelles. En 2021, 81 sections à travers le pays ont participé au programme. Si la Croix-Rouge costaricienne fait des solutions vertes et durables une priorité, c'est parce que sa direction a clairement exprimé son soutien pour ces politiques et y a alloué des ressources afin de garantir leur mise en œuvre. Individuellement, les bureaux et les sections ont pris la responsabilité d'élaborer leurs propres plans de gestion de l'environnement, qui sont soutenus au travers du programme « Drapeau bleu ».



Exemple Mesurer et réduire les émissions de gaz à effet de serre

Pour s'acquitter des responsabilités environnementales qui incombent aux organisations humanitaires, les Sociétés nationales doivent réduire leur empreinte carbone ou leurs émissions de gaz à effet de serre (GES). La première étape de ce processus consiste à calculer les GES produites par l'organisation dans son ensemble. Les émissions de GES sont réparties en trois catégories : les émissions directes (catégorie 1) ; les émissions indirectes provenant de sources d'énergie que l'organisation utilise (catégorie 2) ; et toutes les autres émissions indirectes (catégorie 3). Les émissions de catégorie 1 sont plus faciles à réduire, mais en raison de la nature de leur travail, les Sociétés nationales produisent généralement des émissions de catégorie 2 ou 3, plus difficiles à mesurer et à réduire. Les émissions de catégorie 3 proviennent, par exemple, de la production des biens et des services achetés pour soutenir les communautés touchées par une crise.

Commencer à mesurer notre empreinte carbone est une importante première étape dans laquelle certains partenaires du Mouvement sont déjà engagés. En 2018, la Croix-Rouge espagnole a fait appel à un cabinet-conseil pour calculer ses émissions de GES sur les trois années précédentes, en ciblant en particulier ses opérations domestiques. Il a ainsi été montré que 62,5 % de ses émissions relevaient de la catégorie 1 ; 30 % de la catégorie 2 ; et 6,3 % de la catégorie 3. S'appuyant sur ces résultats, la Société Nationale a conçu des projets visant à réduire ses émissions en intégrant les énergies renouvelables et l'efficacité des véhicules dans ses plans. Chaque section a créé un groupe de travail sur l'empreinte carbone, qui a élaboré un plan de gestion des mesures de compensation et choisi une stratégie de mise en œuvre du plan et de réduction des émissions. Dans l'ensemble, la Croix-Rouge espagnole ambitionne de faire diminuer ses émissions de 1,5 % par an (7,742 tonnes d'équivalent CO₂), de reboiser 496,62 hectares de terrain par an, et de planter 900 arbres par hectare (environ 446 400 arbres par an).

Entre 2018 et 2020, la Croix-Rouge espagnole a réussi à réduire le total de ses émissions pour passer de 19 611 à 11 920 tonnes d'équivalent CO₂.

En 2019, le CICR, en collaboration avec un cabinet-conseil spécialisé, a entamé un projet d'élaboration d'un outil de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre afin de réaliser le suivi de ses émissions annuelles, notamment celles de catégorie 3. En 2018 et 2019, ses émissions s'élevaient respectivement à 1 239 977 et 1 149 487 tonnes d'équivalent CO₂. Le calcul de ces émissions est basé sur des données issues des bilans financiers du CICR, ainsi que sur des données statistiques provenant de bases de données mises à jour par divers services de l'organisation (achats, flotte, transport, assistance, etc.). Il en ressort que 93 % des émissions de 2018 et 2019 relèvent de la catégorie 3, sur laquelle le CICR a moins de contrôle. Pour l'heure, le CICR a décidé de s'attacher en priorité à réduire ses émissions de catégorie 1 et lance un projet d'installation de panneaux solaires dans ses locaux qui dépendent jusqu'ici de générateurs diesel pour leur production d'électricité. Le CICR se penche également sur les mesures de grande ampleur qu'il va devoir mettre en place pour réduire ses émissions de catégorie 3.

Le Mouvement dirige à présent un projet collaboratif auquel participent quelque 200 organisations de tout le secteur humanitaire, dont le but est d'élaborer un outil commun de comptabilisation des émissions de CO₂ qui sera mis gratuitement à la disposition de toute organisation, quelle que soit sa taille, d'ici à fin 2022. Entretemps, de nombreux partenaires du Mouvement auront mesuré leur empreinte carbone pour la première fois.

SOUTENIR LA SENSIBILISATION DES COMMUNAUTÉS À L'ENVIRONNEMENT

Une étude menée au Kenya indique que parmi les jeunes fortement sensibilisés aux dangers des plastiques à usage unique, 94,8 % souhaitent passer, à titre personnel, à des solutions renouvelables et nombre d'entre eux ont déjà sauté le pas².

Problématiques

- La durabilité environnementale est souvent considérée comme un luxe inutile, en particulier pendant les périodes de crise.
- Souvent, les préoccupations environnementales sont formulées de façon indirecte et mises en lien avec des moyens de subsistance peu sûrs, la perte des pratiques culturelles ou une inquiétude quant à la vitesse de la modernisation.
- La population est peu sensibilisée à la fragilité des écosystèmes, aux changements climatiques et aux impacts négatifs qu'un environnement dégradé et la pollution environnementale ont sur la santé et le bien-être humains.
- Les petits gestes en faveur de la durabilité environnementale sont considérés comme inutiles et les efforts plus importants comme trop difficiles ou peu pratiques.
- La protection de l'environnement est considérée comme le problème d'autrui.
- Le personnel et les volontaires de la Société nationale disposent d'un énorme potentiel inexploité et peuvent faire beaucoup plus pour aider les communautés à protéger l'environnement.

Solutions

Organiser des campagnes de sensibilisation à l'environnement et diffuser des connaissances et des informations sur l'environnement et les changements climatiques dans les communautés peut aider les individus à se sentir motivés et habilités à prendre des mesures environnementales, ce qui améliore également la résilience des communautés. Ces actions peuvent facilement être intégrées dans les opérations et les activités de projet, et des volontaires peuvent être mobilisés à cette fin.

Consulter les communautés sur les questions environnementales peut faire émerger des idées judicieuses et utiles, outre le fait que cette démarche va dans le sens de notre approche de l'engagement communautaire et de la redevabilité (CEA). Les activités de sensibilisation qui mettent en lumière les liens entre les questions environnementales et la santé, la sécurité alimentaire et de l'eau, les moyens de subsistance et la protection du patrimoine naturel et culturel aident à comprendre la nécessité de gérer et protéger durablement les écosystèmes. Cela garantit également aux communautés la possibilité de tirer profit des actions environnementales et de se sentir en capacité de plaider pour leurs propres droits en matière d'environnement.

² Oguge, Nicholas, Francis Oremo et Salome Adhiambo. 2021. Investigating the Knowledge and Attitudes towards Plastic Pollution among the Youth in Nairobi, Kenya. *Social Sciences* 10: 408. <https://doi.org/10.3390/socsci10110408>

RECOMMANDATIONS VERTES

- Prévoir des activités de sensibilisation environnementale dans les projets et opérations à chaque fois que cela s'avère possible. La quasi-totalité des activités, tous secteurs confondus, peut comporter un volet ou un aspect environnemental.
- Intégrer la sensibilisation à l'environnement et aux changements climatiques dans un large éventail d'activités éducatives et de communication : cela peut s'avérer plus efficace que des formations ponctuelles et spécifiques sur ces questions au sein des communautés. Les volontaires peuvent être formés et recevoir du matériel de communication approprié.
- Toujours aborder des questions pertinentes pour vos interlocuteurs : cela aide à communiquer efficacement sur la durabilité environnementale.
- Lors de discussions sur des questions environnementales avec les communautés, ne pas perdre de vue que le terme « environnement » est un concept abstrait et que les échanges seront probablement plus fructueux s'ils portent sur des sujets concrets et évocateurs pour les communautés, tels que la sécurité alimentaire et de l'eau.
- Aborder l'éducation à l'environnement sous l'angle des droits : tout le monde a le droit de bénéficier d'un environnement propre et sain.
- Aider les communautés à formuler les besoins qui sont les leurs en matière d'environnement et à plaider en faveur de leurs propres droits environnementaux.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

CONSEILS

Road map to Community Resilience, Fédération internationale (2018) [1310403-Road-Map-to-Community-Resilience-Final-Version_EN-08.pdf](#)

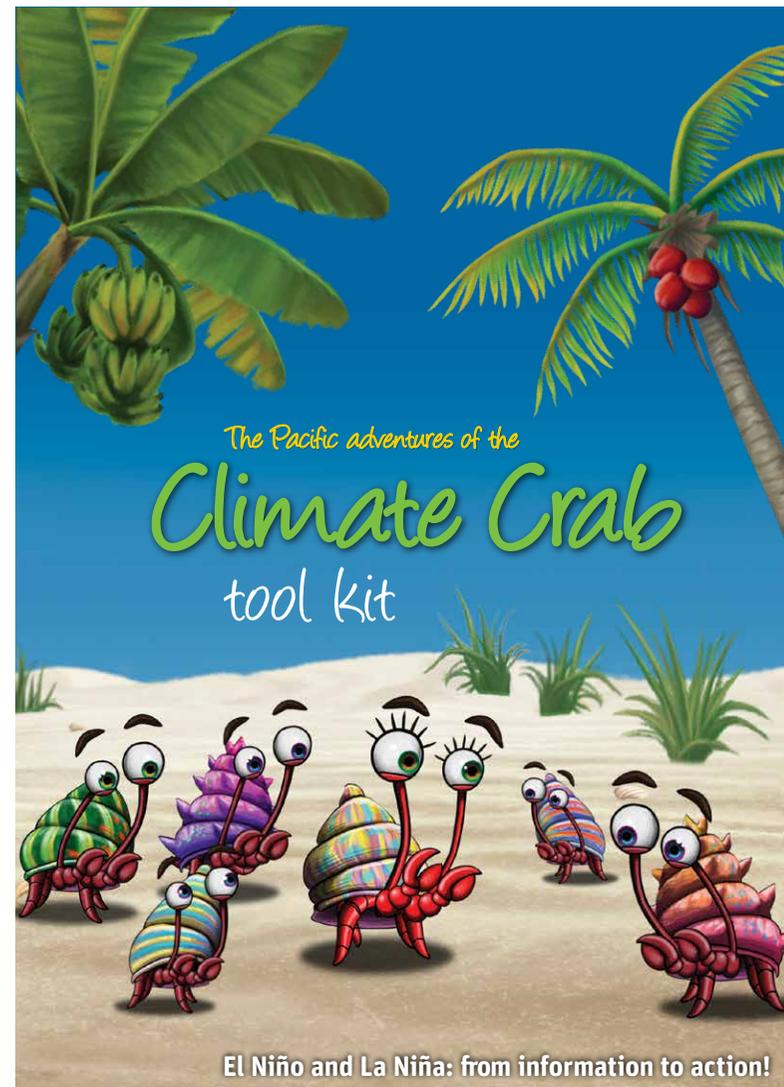
Des ressources spécifiques dédiées à la sensibilisation et à l'éducation du public à l'environnement et aux changements climatiques sont en cours d'élaboration à l'intention des Sociétés nationales.

Exemple

Communiquer sur les risques climatiques auprès des communautés de la région Pacifique

La Croix-Rouge australienne, la Croix-Rouge de Vanuatu, le Centre pour le climat de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et la Fédération internationale ont collaboré avec le programme de planification du gouvernement australien pour les connaissances et l'adaptation aux changements climatiques dans la région Pacifique et en Australie. Le groupe a créé une vidéo d'animation intitulée « Les Aventures d'un crabe dans le Pacifique », dont le héros est un personnage animé de crabe confronté à des catastrophes climatiques. Cette vidéo a été produite pour rendre les concepts de climat et de changements climatiques plus accessibles pour les communautés. Elle décrit les effets spécifiques des changements climatiques dans la région Pacifique et montre qu'une bonne préparation aux catastrophes peut sauver des vies et des biens, préserver la propreté de l'eau et protéger les cultures alimentaires et les infrastructures. Les sections de la Croix-Rouge de la région Pacifique s'appuient sur l'animation et la boîte à outils éducative qui l'accompagne pour mener leurs actions auprès des communautés.

[Adventures of the Climate Crab | Pacific Climate Change Science | Pacific Climate Change Science](#)



APPROVISIONNEMENT

Le CICR et la Fédération internationale ont mis fin aux déchets que produisait l'utilisation de plus de 14 millions de sacs en plastique par an en modifiant leurs processus d'approvisionnement en articles de secours courants de façon que ces derniers ne soient plus emballés dans du plastique.

Problématiques

- L'achat et la fourniture de matériel de secours font partie des sources d'émissions de gaz à effet de serre les plus importantes issues des activités du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge³.
- L'absence de norme environnementale applicable à l'achat des produits et des services représente une occasion manquée d'améliorer dès le départ la durabilité environnementale de nos activités.
- Les articles de mauvaise qualité et fragiles non seulement ne peuvent pas être gérés correctement lorsque les systèmes de gestion des déchets locaux sont insuffisants, voire inexistants, mais doivent en plus être souvent remplacés.
- L'emballage d'articles de secours et d'autres articles peut engendrer un excès de déchets qui peuvent être difficiles à gérer dans de nombreux contextes opérationnels.

Solutions

Intégrer des critères environnementaux dans le processus d'achat peut améliorer les résultats environnementaux avant le démarrage de l'intervention humanitaire. Il est long et difficile d'évaluer l'impact environnemental du large éventail de matériaux et de services requis pour les activités du Mouvement, mais la réalisation d'analyses des risques environnementaux régulières permet d'améliorer progressivement la chaîne d'approvisionnement. Nous disposons actuellement de davantage de technologies, de matériaux et d'emballages plus écologiques, moins générateurs de gaz à effet de serre et de plus en plus abordables financièrement. Enfin, coopérer avec les fournisseurs et d'autres partenaires peut nous aider à tirer profit des progrès et des innovations qui nous permettront de réduire notre empreinte écologique.

³ Le CICR a déterminé que 60 à 80 % de ses émissions de gaz à effet de serre proviennent de sa chaîne d'approvisionnement.

RECOMMANDATIONS VERTES

- Élaborer et intégrer des normes environnementales robustes dans les spécifications internationales applicables aux articles de secours courants, et assurer leur suivi.
- Consulter les fiches d'information sur les articles durables de la Fédération internationale/du CICR lors de la planification d'achat d'articles de secours courants. Le lien est fourni ci-dessous.
- Inciter les fournisseurs à améliorer leurs pratiques environnementales et à respecter les normes environnementales en intégrant ces dernières dans les appels d'offres et la documentation contractuelle.
- Étudier comment réduire ou transformer les emballages de façon à accroître leur durabilité (p. ex, utilisation de matières biodégradables ou emballages pouvant être réutilisés à d'autres fins).
- Encourager les achats locaux de matériaux produits sur place, lorsqu'il est possible de vérifier, dans les évaluations de marchés, qu'ils sont de qualité acceptable et répondent aux normes environnementales, afin de soutenir l'économie locale et de réduire les transports et les émissions de gaz à effet de serre.
- Recourir à des expertises environnementales extérieures lorsque sont envisagés d'importants achats ou appels d'offres, ou lors de l'établissement de lignes directrices pour des achats durables pour l'environnement.
- Promouvoir le recours à l'assistance sous forme d'espèces et de bons si les évaluations du marché indiquent que les marchés locaux sont en mesure de fournir des produits durables et de bonne qualité.
- Lors de l'évaluation des différentes options, tenir compte de l'empreinte de bout en bout des produits sur le plan des émissions de gaz à effet de serre. Un article de bonne qualité et durable dont la production présente une empreinte écologique plus faible pourrait être préférable, même si l'investissement initial est plus important que pour un produit peu coûteux qui doit être souvent remplacé, ce qui génère davantage de déchets.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Fiche d'information pour des achats durables du CICR/de la Fédération internationale:

<https://itemscatalogue.redcross.int/green--2/sustainable-procurement--25/sustainable-criteria--112/information-sheet-sustainable-procurement-SUSTAINABLE.aspx>

« Green » : catalogue de produits courants pour la Fédération internationale et le CICR (sur redcross.int). Présente des critères durables pour 12 articles de secours courants importants.

<https://itemscatalogue.redcross.int/green--2.aspx>

Fiche d'information sur la politique d'achat du CICR : Lignes directrices et informations relatives aux collaborations commerciales avec le CICR (en anglais).

<https://www.icrc.org/en/document/guidelines-and-information-how-do-business-icrc>

Lignes directrices relatives aux achats durables du CICR (lien disponible sous peu).

https://ifrcorg.sharepoint.com/:b:/s/IFRCSharing/EbgyL_DKHlhBvul5xnNidKwBL59hbsAK-rEWRaoi6xGj5Q?e=Fx7JcJ (en anglais).



Exemple L'Alliance pour une chaîne d'approvisionnement durable

L'Alliance pour une chaîne d'approvisionnement durable est une initiative qui se déploie sur plusieurs projets, dont le but est d'améliorer la durabilité environnementale, sociale et économique des chaînes d'approvisionnement et des fonctions logistiques qui leur sont associées au sein du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Lancée en septembre 2020 avec le soutien du gouvernement norvégien et prévue pour une période de trois ans, elle est hébergée par le CICR et la Fédération internationale en fait partie, l'idée étant de diffuser les bonnes pratiques à l'ensemble des Sociétés nationales. Ses principaux objectifs sont de quantifier la durabilité de la chaîne d'approvisionnement du Mouvement et d'assurer le suivi de cette dernière, de partager des informations et de créer des synergies pour garantir la durabilité au sein et à l'extérieur du Mouvement.

Pour y parvenir, l'Alliance met en œuvre huit grands projets :

1. l'élaboration d'un outil de calcul des émissions de CO₂ commun au secteur humanitaire, pour garantir la cohérence de ces mesures ;
2. le renforcement des pratiques d'évaluation QSE (qualité, social et environnement) dans le processus de sélection des fournisseurs du CICR ;
3. la révision des spécifications relatives aux dix articles de secours les plus achetés, des articles ménagers essentiels et des colis alimentaires afin d'y inclure des directives en matière de durabilité ;
4. un projet de recherche et développement mené par le CICR, le HCR et la Fédération internationale, qui porte sur la conception de bâches plus durables permettant de réduire la quantité de polypropylène et de polyéthylène utilisée ;
5. un projet de recherche et de développement mené par le HCR, le PAM et le CICR, qui examine les alternatives possibles au sac

en polypropylène utilisé pour l'emballage de la nourriture et des articles de secours ;

6. l'élaboration d'un outil de calcul de la durabilité (environnementale, sociale et économique) de différents véhicules possibles. Le CICR et la Fédération internationale ont créé une infographie afin d'aider les décideurs à choisir le véhicule le plus adapté à chaque tâche, et donc d'optimiser les flottes et de réduire les émissions de CO₂ ;
7. l'élaboration de procédures opérationnelles standard claires et d'un système de suivi pour réduire les déchets dans les ateliers automobiles et garantir la bonne gestion de ces déchets ;
8. la conception de nouveaux projets, à l'horizon 2022-2023, concernant les transports, l'entreposage, les opérations aériennes et les achats.

L'Alliance est le fruit de plusieurs années de discussions sur l'amélioration de la durabilité de la chaîne d'approvisionnement humanitaire. L'approche ouverte et collaborative adoptée, au sein et en dehors du Mouvement dans son ensemble, illustre que les pratiques peuvent être influencées au-delà du périmètre d'une seule organisation. Les enseignements et les bonnes pratiques tirés des projets sont communiqués à toutes les Sociétés nationales de sorte qu'elles puissent à leur tour les intégrer dans leurs propres processus logistiques et d'achat, l'objectif étant d'améliorer la durabilité environnementale, sociale et économique des chaînes d'approvisionnement et de la logistique du secteur humanitaire.

CONTACT

Carmen Garcia Duro (CICR) - cgarciaduro@icrc.org

Exemple La réduction des emballages au niveau international

Le Mouvement modifie ses emballages et améliore sa méthode d'approvisionnement afin de renforcer la durabilité environnementale et de diminuer l'empreinte carbone de ses biens et de ses services. Le CICR et la Fédération internationale ont pris des mesures visant à remplacer les emballages en plastique des articles ménagers essentiels par des emballages en carton biodégradables. Avant, huit à dix emballages en plastique étaient utilisés pour protéger un seul lot d'ustensiles de cuisine. À présent, à part la protection du couteau, toujours emballé dans du plastique, tous les autres emballages sont en carton. Résultat : tous les ans, 53 tonnes de plastique sont économisées grâce à l'amélioration des emballages des ustensiles de cuisine, des bâches et des jerricanes. Pour le CICR et la Fédération internationale, cela représente au total environ 14 millions de sacs plastiques par an.



Sacs en plastique utilisés pour l'emballage des lots d'ustensiles de cuisine (au-dessus) et lots d'ustensiles après retrait des emballages en plastique (en dessous). Stephane Hout-Marchand, 2021

Exemple

Des bâches phosphorescentes pour répondre à des besoins multiples à Madagascar

En 2020, la Croix-Rouge malagasy et la Croix-Rouge française, avec le soutien de la Croix-Rouge luxembourgeoise et en collaboration avec la Plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien (PIROI), ont testé les bâches SOLLUNE, qui accumulent la lumière du soleil (énergie solaire) pendant la journée pour restituer une lumière phosphorescente douce toute la nuit. Cela en fait un dispositif d'abri qui fournit également aux ménages un éclairage solaire d'urgence amélioré par rapport aux options traditionnelles en la matière, puisqu'il ne produit aucun déchet provenant de batteries, panneaux solaires, câbles ou ampoules. L'installation est la même que pour les bâches traditionnelles et ne nécessite aucun accessoire, entretien ou manipulation supplémentaires.

Lors des tests réalisés à Antalaha, à Madagascar, 97 % des bénéficiaires ont considéré que la lumière provenant des bâches était utile à des fins d'éclairage domestique et ont indiqué que le risque d'accident étant réduit, cela améliorerait leur sentiment de sécurité.

<https://red-social-innovation.com/fr/solution/sollune-lighting-up-darkness-thanks-to-phosphorescent-shelters/>



Piroi

TRANSPORT ET LOGISTIQUE

Le fret maritime émet cent fois moins de gaz à effet de serre que le fret aérien. Il est judicieux de prépositionner des articles de secours dans le cadre des activités de préparation afin d'éviter de devoir les faire livrer par avion⁴.

Problématiques

- Les opérations du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge nécessitent de transporter des personnes et du matériel, ce qui engendre une quantité importante d'émissions de gaz à effet de serre, ainsi que, potentiellement, une pollution et des déchets dangereux.

Solutions

Procéder aux achats et au transport du matériel en dehors des situations d'urgence, dans le cadre d'activités de préparation, permet de choisir des modes d'expédition et d'entreposage plus stratégiques et durables, même si l'expédition est plus lente. L'impact environnemental de notre action humanitaire pourrait ainsi diminuer fortement.

Dans les opérations quotidiennes, même des changements minimes, tels qu'une gestion plus efficace des véhicules, peuvent facilement réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant du transport et de la flotte locale. De plus, une flotte de véhicules bien gérée, avec une utilisation des véhicules adaptée au besoin, fonctionnera mieux et durera plus longtemps. Les véhicules devront donc être remplacés moins souvent, ce qui réduira encore davantage les coûts et l'impact environnemental liés à leur production.

⁴ Fédération internationale (2013), Green Response, Practice note report, Genève <https://www.alnap.org/help-library/green-response-practice-note-report>

RECOMMANDATIONS VERTES

- Anticiper les besoins futurs afin d'améliorer l'approvisionnement préalable et d'éviter les transports aériens d'urgence en ouvrant la voie à des expéditions plus lentes mais plus durables, et à un entreposage aussi local que possible. C'est pour cette raison également qu'il est essentiel d'investir davantage dans les programmes de préparation, qui permettent de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre associées aux interventions d'urgence.
- Assurer le suivi des stocks afin de garantir un renouvellement suffisamment fréquent pour éviter le gaspillage d'articles qui ne sont pas expédiés pendant la durée de vie du produit.
- Optimiser l'utilisation de l'espace dans les entrepôts et les chargements des cargaisons afin de minimiser les constructions et les émissions de gaz à effet de serre en réduisant les emballages, par exemple.
- Étudier les possibilités d'expédier des articles de secours avec des biens non humanitaires (consolidation des cargaisons).
- Mettre en œuvre des outils de suivi pour recueillir des données sur l'utilisation des véhicules et recenser les possibilités d'amélioration : par exemple, réduire le gaspillage de carburant dû aux excès de vitesse et aux temps morts.
- Utiliser des véhicules adaptés au contexte afin d'éviter les émissions excessives de gaz à effet de serre et l'usure inutile des véhicules. Par exemple, les véhicules tout-terrain, lourds et plus puissants, ne sont pas nécessaires dans la plupart des régions, notamment en milieu urbain ou sur une bonne infrastructure routière. Pour les distances courtes, en particulier dans les villes, l'utilisation de véhicules électriques pourrait être envisageable.
- Animer des formations à l'intention des chauffeurs et leur proposer des mesures incitatives pour les encourager à adopter une conduite économique en carburant.
- Envisager de louer des bureaux, locaux et entrepôts afin de réduire autant que possible les frais de transport et les émissions.
- Lors de l'établissement de mesures de sécurité et de restriction des mouvements, tenir compte de leur impact sur les transports.
- Identifier les experts locaux et/ou régionaux au cours des activités de préparation afin de réduire la nécessité de faire appel à des experts internationaux qui devront emprunter des vols long-courriers.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

ÉTUDE DE CAS

Greening IFRC supply chains; mapping our GHG emissions

https://ctk.climatecentre.org/downloads/modules/training_downloads/1b%20CaseStudy_Greening-IFRC-Supply-chains.pdf

Fédération internationale, Green Response, Practice note report, Genève

<https://www.alnap.org/help-library/green-response-practice-note-report>

BOÎTE À OUTILS

Outil de développement d'une stratégie de gestion des impacts environnementaux des flottes :

PNUE, TNT (2006) Clean Fleet Toolkit

<https://knowledge.fleetforum.org/knowledge-base/article/managing-environmental-impact-of-your-fleet>

CONSEILS

Présentation détaillée des efforts à fournir pour une logistique plus écologique :

Logistics cluster (2021) Technical support guide - Green Logistics

<https://dlca.logcluster.org/display/LOG/Green+Logistics/>

[Infographie sur l'optimisation des flottes, CICR :](#)

[Infographie sur l'optimisation des flottes, CICR :](#)

[POS du CICR en matière de gestion des déchets provenant des flottes et des ateliers](#)

eLearning sur la flotte durable, disponible sur la plateforme eLearning de la FICR:

<https://ifrc.csod.com/client/ifrc/default.aspx>

Exemple Une gestion durable des flottes au Costa Rica

La flotte d'une Société nationale peut fortement contribuer à ses émissions de gaz à effet de serre, en particulier lorsqu'elle dispose d'importantes flottes spécialisées, telles que des ambulances.

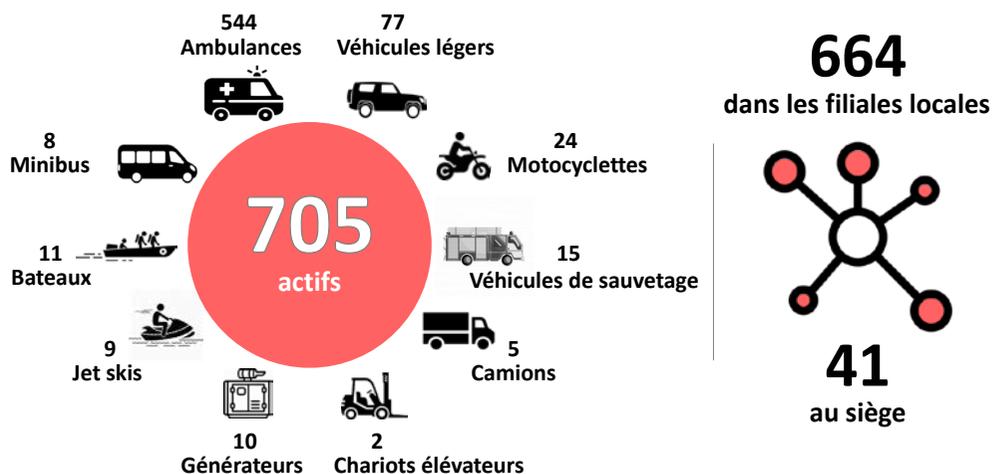
En 2017, la Croix-Rouge costaricienne a décidé de résoudre ce problème en mettant en place un projet de développement de sa flotte qui visait à optimiser tous les biens que compte cette dernière. À cette fin, ceux-ci ont fait l'objet d'un suivi et ont été contrôlés d'un bout à l'autre de leur cycle de vie, et les données ont été analysées afin de trouver des moyens de réduire le gaspillage de carburant. La Croix-Rouge costaricienne a également constaté que la mise en œuvre d'un système de suivi des véhicules intégré dans un logiciel préexistant permet de mieux contrôler la flotte, d'obtenir des données en temps réel et d'améliorer l'efficacité. Ces quatre dernières années, grâce à ces actions, la consommation de carburant et les émissions de gaz à effet de serre ont baissé de 19 %

et les accidents de 50 %, outre des économies de 113 000 dollars É.U. par an. Ce projet est une grande réussite pour la Société nationale dans son ensemble et d'autres départements essaient à présent d'optimiser et d'améliorer leur efficacité, ce qui démontre qu'un seul département peut insuffler à toute une institution l'envie de procéder à des améliorations qui non seulement permettent de réduire les coûts mais améliorent également la durabilité environnementale.

Une courte vidéo est disponible ici : <https://www.youtube.com/watch?v=XXq1InHjvHw&t=2s>

CONTACT

Walter Fallas (Croix-Rouge costaricienne) - walter.fallas@cruzroja.or.cr



Exemple Des véhicules électriques pour les soins de santé au Japon

En 2021, la Société de la Croix-Rouge du Japon a signé avec Toyota Motor Corporation un contrat portant sur des essais de démonstration de la première clinique mobile au monde équipée d'un véhicule électrique à pile à combustible qui utilise l'hydrogène pour produire de l'électricité. Ce partenariat vise à démontrer l'efficacité de ces véhicules dans les domaines de la médecine et des interventions en cas de catastrophe. En élaborant un modèle opérationnel de clinique mobile de ce type, prévu pour une utilisation aussi bien en temps ordinaire que durant une catastrophe, cette initiative contribue également à réduire les

émissions de gaz à effet de serre. En consultation avec le département international de secours médical de l'Hôpital de la Croix-Rouge du Japon de Kumamoto, Toyota a élaboré la première clinique mobile inspirée de son minibus Coaster, dont la source d'énergie est le système de pile à combustible alimenté à l'hydrogène, une technologie déjà employée pour la Toyota Mirai. Sur la route, les performances environnementales de la clinique mobile sont supérieures : elle n'émet pas de CO₂ ou de substances dangereuses, et son niveau sonore et les vibrations émises sont faibles.



Avec l'aimable autorisation de Toyota Motor Corporation

Exemple La gestion des déchets d'ateliers de véhicules au Soudan du Sud

Au Soudan du Sud, gérer correctement les déchets représente un défi depuis plusieurs décennies. Le maintien d'une flotte et d'un atelier de véhicules engendre des déchets qui, dans certains cas, sont dangereux et ne peuvent être gérés en toute sécurité dans le pays, ce qui a des répercussions négatives sur l'environnement. À lui seul, l'atelier de la délégation du CICR au Soudan du Sud produit chaque année plus de 400 pneus, 12 000 litres d'huile de moteur usagée et 250 batteries de véhicules de déchets. Un projet conjoint lancé en 2021 entre le CICR, Médecins sans frontières et le Programme alimentaire mondial a permis d'analyser les différentes options de gestion des déchets et de dresser une liste exhaustive des entreprises spécialisées de l'Ouganda voisin susceptibles d'avoir la capacité requise pour gérer ces déchets en toute sécurité.

Les prestataires potentiels ont fait l'objet d'une évaluation QSE (qualité, social et environnement). Depuis 2022, les huiles de moteurs usagées et les filtres à huile sont acheminés en Ouganda aux fins de leur élimination en toute sécurité ou de leur recyclage (les huiles usagées seront utilisées comme composant dans la production de ciment). Des solutions pour les pneus et les batteries de voitures sont prévues sous peu.



Juozas Cernius

CONSTRUCTION

Isoler un bâtiment avec des matériaux durables et disponibles sur place peut réduire considérablement la consommation d'énergie et les émissions de CO₂. Par exemple, les bâtiments en paille sont 68% plus efficaces sur le plan énergétique que les structures traditionnelles⁵.

Problématiques

- De nombreuses et diverses activités nécessitent des travaux de construction, par exemple la construction d'un support de réservoir dans le cadre d'un projet sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la construction d'un établissement de santé, ou des projets d'abri. L'extraction, la fabrication et le transport des matériaux de construction, en particulier l'acier et le béton, peuvent avoir des impacts considérables sur l'environnement et constituent également des sources majeures d'émissions de gaz à effet de serre.
- Privilégier les approches et les matériaux courants pour les constructions humanitaires peut conduire à manquer des occasions de réutiliser ou de recycler des matériaux disponibles localement, tels que les débris issus d'une catastrophe.
- Les bâtiments ou structures mal conçus au regard des conditions climatiques et environnementales locales peuvent avoir un impact permanent sur la consommation de chauffage et de solutions de refroidissement.
- Les activités de construction peuvent nuire à l'environnement en raison de la surexploitation des ressources locales, du déblayage et de la préparation irréfléchis des sites, et de la production de déchets.
- Construire dans des zones sensibles aux aléas amène à devoir reconstruire de façon répétée, avec une consommation intensive d'énergie et de ressources, et cette situation pourrait s'aggraver du fait des changements climatiques.

Solutions

L'utilisation de matériaux disponibles localement et provenant de sources durables pour la conception et la construction de structures adaptées à la culture et à l'environnement peut avoir des effets positifs à long terme pour les communautés.

L'intégration de systèmes durables d'approvisionnement en eau et en énergie dans les structures nouvelles et existantes peut améliorer leur efficacité et leur efficacité, tout en améliorant les résultats environnementaux.

Un choix réfléchi du site, à l'échelle macro et micro, et sa préparation minutieuse peuvent éviter les problèmes environnementaux en aval tels que le ruissellement des eaux et l'érosion et le compactage des sols. Cela garantit également que les communautés auront accès à des terrains résilients plus susceptibles de rester sains à l'avenir face aux impacts des changements climatiques.

⁵ UN HABITAT (2012) Going Green: A Handbook of Sustainable Housing Practices in Developing Countries https://www.unclearn.org/wp-content/uploads/library/going_green.pdf

RECOMMANDATIONS VERTES

- Dans la mesure du possible, éviter de produire des déchets en privilégiant la réparation et la modernisation des structures existantes.
- Fournir des outils et des conseils pour encourager la réutilisation des débris et des gravats après les catastrophes naturelles (bois, béton, briques, etc.).
- Adopter des approches participatives afin de concevoir des bâtiments efficaces et respectueux de l'environnement et de la culture.
- Concevoir des structures qui maximisent l'efficacité énergétique grâce à l'ombrage et à la ventilation passive, et tenir compte de l'orientation de l'abri par rapport au mouvement du soleil sur chaque parcelle.
- Promouvoir l'utilisation de matériaux de construction plus durables. Éviter d'utiliser des matériaux produits ou extraits de manière nuisible pour l'environnement ou qui causent de la pollution.
- Utiliser des matériaux disponibles localement lorsqu'il est possible de vérifier qu'ils proviennent de sources durables.
- Envisager d'aider les communautés et l'industrie locale à gérer durablement les ressources locales utilisées comme matériaux de construction, telles que les forêts de plantation de bois.
- Collaborer avec vos collègues des programmes Eau, assainissement et hygiène et Abris afin de construire des bâtiments durables pourvus de dispositifs de récupération des eaux de pluie et des eaux grises et de production d'énergie solaire, ainsi que de systèmes garantissant une consommation efficace de l'eau et de l'énergie.
- Lorsque cela s'avère possible, dans les situations de déplacement, choisir des modèles qui peuvent être déplacés et/ou transformés en abris permanents ou autres structures.
- Dans la mesure du possible, choisir des sites plats avec des sols stables et conserver autant d'herbe et de végétation que possible pour éviter un ruissellement excessif provoquant l'érosion des sols. Lorsque cela n'est pas possible, intégrer le contrôle de l'érosion et le drainage dans les plans du site.
- Tenir compte de l'environnement dans le choix d'un emplacement, en évitant les sites culturels ou écologiques sensibles.
- Créer des zones de protection pour minimiser les dommages causés aux écosystèmes locaux ou aux sites du patrimoine culturel.
- Créer des zones tampons autour des zones exposées à un risque élevé, telles que les plaines d'inondations saisonnières, afin de réduire l'exposition aux aléas.
- Tenir compte des prévisions relatives aux changements climatiques pour garantir l'adéquation à long terme des sites et des structures.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

CONSEILS

SPHÈRE, Standard 7 sur les abris et l'habitat : Pérennité environnementale

https://handbook.spherestandards.org/?handbook=Sphere&lang=english&chapter_id=ch008§ion_id=ref_list11&match=environmental%20assessment

Présentation détaillée de modèles écologiquement durables garantissant d'efficacité énergétique et des matériaux, la flexibilité, une durée de vie accrue et l'adaptation au climat :

Green Recovery & Reconstruction: Training Toolkit for Humanitarian Aid, Green Guide to Construction, WWF et Croix-Rouge américaine (2010)

<https://envirodm.org/training/eng/green-guide-to-construction>

Manuel de construction durable, abordant la question des matériaux, de la conception et des technologies, avec des exemples d'études de cas : Going Green: A Handbook of Sustainable Housing Practices in Developing Countries UN HABITAT (2012)

https://www.unclearn.org/wp-content/uploads/library/going_green.pdf

Groupe sectoriel du logement, Communauté de pratiques écologiques :

<https://www.sheltercluster.org/community-of-practice/environment>

Centre pour le climat de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge : fiches d'information sur le climat par pays - Publications – Red Cross Red Crescent Climate Centre

BOÎTES À OUTILS

Outil d'auto-évaluation visant à promouvoir des approches durables des secours, du relèvement et de la reconstruction après des catastrophes naturelles :

QSAND (quantifier la durabilité à la suite de catastrophes naturelles)

<https://www.qsand.org/>

SMAC : outil proposant une méthodologie d'évaluation des émissions de CO2 des abris

<https://sheltercluster.org/environment-community-practice/shelter-methodology-assessment-carbon-smac>

Exemple Des constructions durables au Mozambique

En mars 2019, le cyclone Idai a causé le déplacement de milliers de familles au Mozambique, de nombreuses habitations ont subi d'importants dégâts ou ont été détruites. Dans le cadre de leurs interventions, la Croix-Rouge du Mozambique et la Fédération internationale ont élaboré des modèles d'abris provisoires durables construits principalement avec des matériaux biodégradables et disponibles localement. Au cours du processus de conception, l'équipe a étudié l'impact de l'utilisation de matériaux locaux sur l'environnement, notamment la disponibilité de bois durable, ce matériau étant utilisé sous la forme de poteaux pour les structures principales, et sous la forme de planches pour les structures secondaires. Les murs sont en bois et adobe, le sol est constitué de terre compactée et le toit est en chaume. Ces matériaux ne produisent aucun déchet d'emballage et sont bien connus de la communauté concernée. Il faut trois semaines pour que les artisans formés localement terminent une habitation, dont le coût s'élève à environ 600 dollars É.U. Grâce à l'utilisation de matériaux biodégradables locaux, les abris en fin de vie ne nécessiteront pas de démantèlement coûteux ou d'enlèvement de déchets.



Croix-Rouge du Mozambique



Croix-Rouge du Mozambique

Exemple

Analyse de l'empreinte environnementale des abris d'urgence, Afrique

Depuis 2021, la Croix-Rouge luxembourgeoise et l'unité de recherche sur les abris de la Fédération internationale mènent des études comparatives sur l'impact environnemental de différents modèles d'abris d'urgence que la Croix-Rouge luxembourgeoise a construits en collaboration avec les Sociétés nationales du Niger, du Tchad, du Burkina Faso et du Mali.

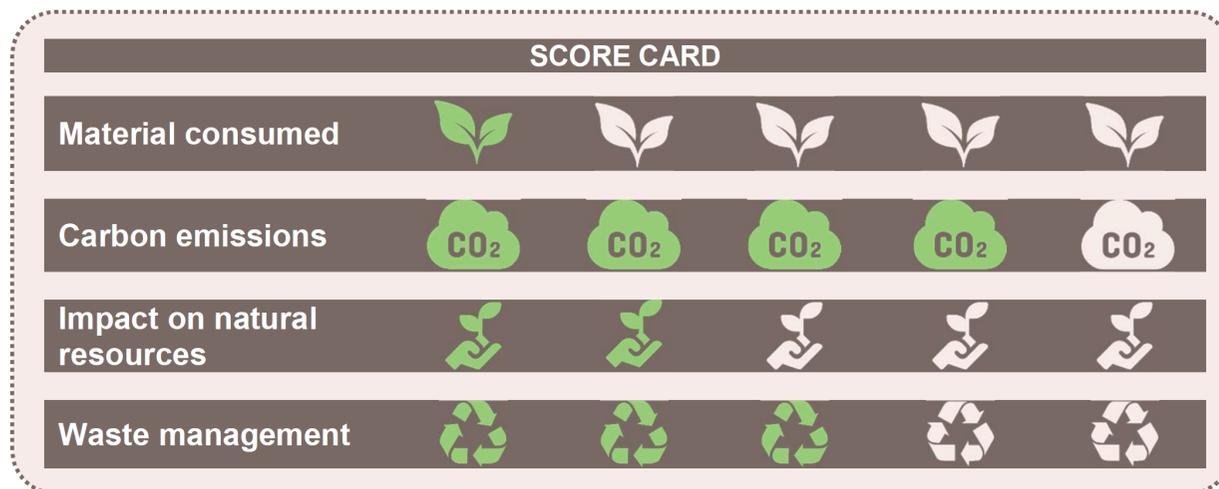
La méthode d'analyse utilisée consiste à remplir des tableaux de bord où sont examinés quatre critères : les matériaux bruts utilisés, les émissions de CO₂ produites, l'impact environnemental local des matériaux naturels locaux utilisés et, enfin, la gestion des déchets et ce qu'il advient des matériaux une fois arrivés au terme de leur cycle de vie.

Ces études se distinguent par le fait qu'elles représentent la première application pratique de la méthodologie SMAC (Shelter Methodology for Assessing Carbon), un nouvel outil qui permet de calculer les émissions de CO₂ dans le secteur de la construction d'abris.

Elles montrent combien il est important d'examiner les différents aspects de l'impact environnemental et de ne pas se concentrer uniquement sur les émissions de CO₂. Elles confirment également un point de plus en plus reconnu, à savoir, le fait que les déchets sont l'un des problèmes invisibles découlant de l'action humanitaire.

CONTACT

Daniel Ledesma – daniel.ledesma@croix-rouge.lu



1 poor, 2 average, 3 medium, 4 good, 5 very good

Méthode des tableaux de bord utilisée pour analyser l'impact environnemental de différents modèles d'abris

Exemple Construction d'un entrepôt médical écologique au Niger

En 2020, la délégation du CICR au Niger a construit de nouveaux entrepôts destinés aux médicaments et aux aliments thérapeutiques. L'entreposage de ces produits nécessite des températures contrôlées inférieures à 25 °C. Cependant, à Niamey, durant les périodes les plus chaudes de l'année, les températures peuvent atteindre les 47 °C et l'approvisionnement en électricité n'est pas stable. La solution conventionnelle, avec un faux plafond, nécessiterait 15 à 16 climatiseurs fonctionnant par roulement, avec un générateur à moteur diesel allumé jusqu'à 12 heures par jour pour fournir une alimentation de secours. Le CICR a trouvé une solution innovante qui consiste à construire un atelier écologique au moyen de technologies et de matériaux locaux, le but étant de réduire les émissions de CO2 sur le long terme.

À l'intérieur de l'entrepôt, les murs sont doublés de murs en briques de terre stabilisée et l'espace laissé entre les deux rangées de murs contient des sacs d'écorce de riz. Un double faux plafond a été construit ; une couche de laine de verre recouvre le premier plafond, et une couche de paille de 30 cm recouvre le toit. Seuls deux climatiseurs sont nécessaires, et ils ne fonctionnent que pendant les semaines de forte chaleur de l'année. Le projet de construction a nécessité de doubler les investissements à court terme, mais grâce aux économies réalisées sur les coûts d'électricité et de carburant, l'investissement devrait être rentabilisé en seulement 3 ou 4 ans. L'entrepôt nécessite un entretien minimal et produira beaucoup moins d'émissions de CO2.



Dessin architectural de l'entrepôt écologique, illustrant le double faux plafond et la deuxième rangée de murs. © CICR, 2020

ÉNERGIE - POUR LES INFRASTRUCTURES

L'énergie solaire produit 38 fois moins d'émissions de gaz à effet de serre que les combustibles fossiles, et le coût des systèmes d'énergie solaire a chuté de 82 % entre 2010 et 2020, ce qui en fait une option rentable pour de nombreuses opérations⁶⁷

Problématiques

- L'approvisionnement local en électricité peut être peu fiable ou inexistant.
- Les comportements en matière d'efficacité énergétique ne sont souvent pas adoptés, ce qui entraîne un important gaspillage d'énergie.
- Les appareils électriques anciens, mal entretenus et inefficaces consomment beaucoup d'énergie.
- Les générateurs nécessitent une surveillance et un entretien permanents, ainsi que des combustibles coûteux.
- L'utilisation de générateurs alimentés par des combustibles fossiles, que ce soit pour les infrastructures ou dans le cadre des activités de projet, produit de la pollution atmosphérique et des émissions excessives de gaz à effet de serre.
- Le carburant déversé et les huiles usées peuvent être des polluants importants.

Solutions

Une évaluation minutieuse et précise des besoins et des options en matière d'énergie dans les bâtiments, les bureaux ou les entrepôts, par exemple, peut à la fois permettre de réaliser des économies et apporter des avantages environnementaux considérables. L'un des moyens les plus rapides, les moins chers et les plus efficaces pour réduire immédiatement la consommation de combustibles fossiles et la pollution de l'air est de fournir au personnel une formation appropriée, des incitations et des appareils modernes efficaces afin qu'il adopte un comportement plus économe en énergie. Cette mesure, associée à un contrôle de la consommation d'énergie, est également un excellent moyen d'amener le personnel à s'investir pour la durabilité environnementale.

D'autre part, le passage à des sources d'énergie propres comme l'énergie solaire peut contribuer à l'atténuation des changements climatiques en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Cette solution peut également renforcer la résilience des installations et nécessiter moins de maintenance.

6 CARE, UN OCHA/UNEP, URD (2020) Eco friendly aid organisations raising our game - Energy <https://www.urd.org/wp-content/uploads/2020/11/ENERGY.pdf>

7 Grafham, Lahn (2018) The Cost of Fuelling Humanitarian Aid, Moving Energy Initiative, Clean energy for refugees <https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/publications/research/2018-12-10-Cost-s-Humanitarian-Aid2.pdf>

RECOMMANDATIONS VERTES

- Former le personnel à adopter des comportements efficaces en matière énergétique (éteindre les lumières et les ordinateurs et utiliser l'air conditionné et le chauffage de façon appropriée).
- Installer des technologies permettant d'économiser de l'énergie, telles que des ventilateurs de plafond et des chauffe-eau solaires.
- Réaliser une analyse coûts/bénéfices locale des options énergétiques possibles pour les activités du projet : il peut être moins coûteux à long terme d'utiliser de l'énergie solaire.
- Étudier attentivement la capacité technique locale avant d'investir dans des systèmes solaires complexes avec batteries, qui nécessitent une supervision et un entretien qualifiés, ainsi que la planification de l'élimination en toute sécurité des batteries à la fin de leur cycle de vie.
- Les évaluations énergétiques sont nécessaires pour choisir les meilleurs systèmes d'énergie, mais elles peuvent être difficiles à réaliser. Demander l'avis d'un expert dès le départ permettra probablement de faire des économies sur le long terme.
- Lorsque c'est possible, effectuer des raccordements aux réseaux électriques existants et envisager de soutenir la modernisation et les améliorations des systèmes existants.
- En l'absence de réseaux électriques existants, envisager des systèmes solaires ou solaires hybrides plutôt que de dépendre entièrement des systèmes de générateurs à combustibles fossiles.
- Donner aux communautés les moyens d'investir dans des technologies solaires ou d'autres technologies d'énergie renouvelable appropriées dans le cadre de projets de reconstruction, que ce soit au niveau communautaire ou que cela s'inscrive dans des projets d'abris pour les ménages.
- Lorsqu'un générateur à combustible fossile est l'option la plus pratique, éviter le gaspillage s'assurant que la capacité du générateur est bien adaptée aux besoins de l'installation.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

ÉTUDES DE CAS

Étude de cas sur l'installation d'un système d'approvisionnement en énergie solaire :

Compendium of good practices for a greener humanitarian response, Solarizing a humanitarian hub, Commission européenne (2021)
https://www.urd.org/wp-content/uploads/2021/06/DOC_EU_ENVIRONMENT_COMPENDIUM_EN_250621.pdf

ÉTUDES

Réflexion détaillée sur la rentabilité des systèmes d'approvisionnement en énergie verte dans le secteur humanitaire :

The Cost of Fuelling Humanitarian Aid, Moving Energy Initiative, Clean energy for refugees Grafham, Lahn (2018)
<https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/publications/research/2018-12-10-Costs-Humanitarian-Aid2.pdf>

CONSEILS

Discussion sur les stratégies de soutien aux projets humanitaires avec des systèmes photovoltaïques non raccordés au réseau, entre autres, des lampes solaires :

Off-grid Solar PV Power for Humanitarian Action: From Emergency Communications to Refugee Camp Micro-grids. Franceschi, Rothkop, Miller (2014):
<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1877705814010480>

Réflexion sur cinq défis que les solutions d'énergie propre posent de longue date et propositions pour relever ces défis : EmPowering Africa's Most Vulnerable, Access to solar energy in complex crises, Norwegian Refugee Council (2020)
https://ehaconnect.org/wp-content/uploads/sites/2/2020/10/empowering-africas-most-vulnerable_norcap_bcg.pdf

Exemple

Un approvisionnement en énergie solaire dans les bureaux aux Bahamas

Après le passage de l'ouragan Dorian en 2019, pour alimenter les bureaux de son siège en électricité, la Croix-Rouge des Bahamas a investi 70 000 dollars É.U. dans un système de panneaux photovoltaïques raccordés au réseau électrique, le bâtiment étant lui-même raccordé au principal réseau électrique existant. Ce système lui permet de produire et de consommer sa propre électricité tout en laissant l'énergie inutilisée sur le réseau principal pour l'usage de tous. De plus, le bâtiment étant raccordé au principal réseau électrique, le dispositif de batterie de secours n'est plus nécessaire, ce qui fait baisser les coûts du réseau photovoltaïque et facilite son entretien. Les panneaux photovoltaïques peuvent produire près de 40 000 kWh d'électricité la plupart du temps, soit environ 50 % de la consommation des bureaux dans des conditions normales. Selon les estimations, la période d'amortissement sera de cinq ans, après quoi le système commencera à générer des économies annuelles d'environ 14 000 dollars É.U. Le projet a été initialement financé au travers de l'appel d'urgence qui a suivi l'ouragan Dorian et le nombre de panneaux solaires a par la suite été doublé grâce à l'aide bilatérale supplémentaire fournie par la Croix-Rouge américaine. <https://www.youtube.com/watch?v=GfpMRGzXH6g>



Bahamas © IFRC

DÉCHETS

Dans les régions en développement telles que l'Afrique subsaharienne, le volume de déchets peut diminuer de plus de 60 % uniquement en triant et en compostant les déchets organiques⁸.

Problématiques

- Les catastrophes naturelles peuvent générer de grands volumes de déchets mélangés qui peuvent être difficiles à éliminer et potentiellement dangereux à gérer.
- Lorsque la réduction des déchets n'est pas prise en compte dès le départ, les articles de secours génèrent de grandes quantités de déchets d'emballage, notamment des plastiques à usage unique.
- Lorsque la question du cycle de vie des appareils électroniques n'est pas examinée avant l'achat, les communautés peuvent se retrouver avec une quantité importante de déchets électroniques qui ne peuvent être éliminés localement en toute sécurité.
- Les systèmes de gestion des déchets locaux et les pratiques culturelles ne sont souvent pas adaptés au traitement des déchets solides non organiques importés.
- Les déchets mal gérés peuvent avoir un impact négatif sur la santé et le bien-être des communautés, car ils augmentent le nombre de vecteurs de maladies, libèrent des produits chimiques toxiques et augmentent les risques de catastrophes (par exemple, si les déchets bloquent les systèmes d'évacuation d'eau, le risque d'inondation est accru).
- Les livraisons de fournitures de secours emballées de manière inappropriée sont bloquées dans les pays où les plastiques à usage unique sont interdits, ce qui retarde considérablement la livraison de l'aide d'urgence aux communautés.

Solutions

Pour choisir la meilleure méthode de gestion des déchets, il est utile de comprendre le volume et le type de déchets générés par les projets ou susceptibles d'être importés lors d'une opération d'intervention. Investir dans l'amélioration des systèmes locaux de gestion des déchets existants permet d'absorber l'augmentation des déchets liée à une intervention, outre le fait que la communauté locale peut tirer des bénéfices de l'amélioration de sa capacité globale de gestion des déchets. Enfin, correctement planifiés, les systèmes de recyclage peuvent ouvrir la voie à des moyens de subsistance durables.

Par ailleurs, la réduction de l'importation des déchets provenant des articles de secours et de leurs emballages améliore l'efficacité du transport et de l'entreposage. Elle est optimale si elle est prévue dans la phase d'approvisionnement. Enfin, de plus en plus de pays interdisent l'utilisation de plastiques à usage unique et d'autres types de déchets. La réduction et l'amélioration des emballages des articles de secours garantissent donc également que leur livraison ne sera pas suspendue ou retardée.

⁸ PNUÉ (2018). L'Avenir de la gestion des déchets en Afrique. Programme des Nations Unies pour l'environnement, Nairobi, Kenya.

RECOMMANDATIONS VERTES

- Analyser la quantité et la composition des déchets qui seront produits par l'opération ou le projet.
- Le travail de promotion du tri des déchets (organiques, recyclables et autres) auprès des communautés devrait être réalisé le plus tôt possible au cours du processus de collecte, et de préférence par les ménages. Le simple fait d'isoler les déchets organiques à des fins de compostage peut fortement réduire les volumes de déchets, et cette action peut être facilement intégrée dans d'autres activités de projet.
- Les déchets solides, en particulier ceux qui résultent d'une catastrophe, peuvent contenir des matériaux toxiques ou dangereux. Si leur quantité paraît trop importante, consulter immédiatement un expert. Il peut s'agir d'amiante présente dans les déchets issus d'une catastrophe, de déchets médicaux, de produits chimiques, notamment les batteries et les produits pétrochimiques, et de boues d'épuration traitées de façon inappropriée.
- Le cas échéant, contacter et renforcer les structures locales de gestion des déchets, notamment des initiatives de recyclage, officielles ou non, qui contribuent à l'économie circulaire locale. Ces mesures peuvent être intégrées dans tout projet ou toute opération.
- Aider les communautés à mieux gérer et recycler leurs déchets, notamment les déchets et les débris issus d'une catastrophe, en leur fournissant des formations, du matériel et un espace dans lequel elles peuvent mener leurs activités.
- Examiner attentivement les véritables chaînes de valeur, les systèmes existants et les marchés potentiels dans les analyses de rentabilité des projets de recyclage destinés à être financièrement autonomes.
- Réduire les emballages des articles de secours et d'autres articles le plus en amont possible de la chaîne d'approvisionnement. Inscrire la réduction des emballages dans le contrat d'approvisionnement initial ou réemballer les articles avant expédition afin d'éliminer les surplus d'emballage.
- Lorsque cela s'avère possible, réduire la taille et le poids des emballages et utiliser des matériaux recyclables ou biodégradables.
- Envisager de fournir une assistance sous forme d'espèces et de bons comme une alternative à la distribution d'articles lorsque la faisabilité de cette démarche et la responsabilité environnementale ont été évaluées.
- Éviter d'acheter ou de distribuer des articles en plastique à usage unique.
- Éviter les bouteilles d'eau à usage unique sauf si dans le contexte local, la consommation d'eau du réseau d'approvisionnement est peu envisageable. Si possible, purifier l'eau sur place.
- Veiller à ce que l'élimination des déchets médicaux soit conforme aux normes acceptées en matière de gestion en toute sécurité des déchets dérivés d'activités de soins de santé.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

CONSEILS

Lignes directrices spécifiques pour chaque secteur, avec des conseils pratiques et détaillés :

Managing solid waste, Sector specific guidelines for the Red Cross Red Crescent, Fédération internationale (2020)

<https://ehaconnect.org/wp-content/uploads/sites/2/2020/08/Managing-solid-waste.pdf>

Des informations détaillées sur les impacts et la gestion de différents types de déchets issus de catastrophes, ainsi qu'un cadre pour la gestion de ces déchets et la planification d'urgence :

Lignes directrices pour la gestion des déchets post-catastrophe, UN OCHA (2013)

http://eectre.org/Modules/EECResources/UploadFile/Attachment/Guide_pour_la_Gestion_des_Dejets_Post_Catastrophe.pdf

La gestion des déchets solides dans les situations d'urgence (OMS (2013) :

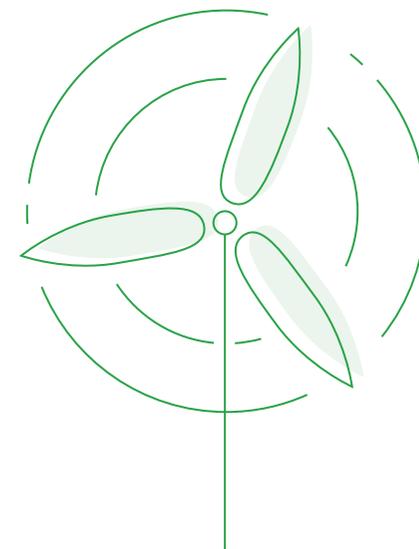
https://www.who.int/water_sanitation_health/emergencies/WHO_TN_07_Solid_waste_management_in_emergencies.pdf?ua=1

Technologies d'élimination des déchets médicaux, PNUE (2012)

IETC_Compndium_Technologies_Treatment_Destruction_Healthcare_Waste.pdf (unep.org)

Manuel de gestion des déchets médicaux, CICR (2020) :

<https://www.icrc.org/fr/doc/assets/files/publications/icrc-001-4032.pdf>



Exemple Un projet de recyclage du plastique au Kenya

En 2016, la Croix-Rouge du Kenya a entamé un projet de recyclage en coopération avec le CICR, la Fédération internationale et le ministère de l'Environnement, de l'Eau et des Ressources naturelles. Le principal objectif était de réduire la quantité de déchets solides présents dans le camp de réfugiés de Dadaab, où le plus gros des déchets n'est pas biodégradable. Les résidents du camp ont été mobilisés pour collecter et trier les déchets plastiques et procéder à un premier traitement en vue de les vendre à des sociétés de recyclage situées à Nairobi. En 2018, 24 tonnes ont été vendues, en 2019, 28 tonnes et en 2020, 22 tonnes. Cela a permis de libérer l'environnement local d'un important volume de déchets solides et de réduire la combustion sauvage de plastique à l'air libre, tout en générant 2,4 millions de KSH (soit environ 21 660 dollars É.U.) de revenus. Au total, 16 personnes ont été formées au recyclage (huit dans les communautés hôtes et huit dans les communautés de réfugiés) et cette activité est devenue une source de moyens de subsistance pour les jeunes adultes et les femmes.



John Bundi, 2019, Dadaab, Kenya

Exemple

Des déchets ménagers pour des solutions qui apportent de la valeur, Liban



Kanika Groeneweg-Thakar

Depuis 2015, le Liban se débat dans une crise de gestion des déchets, dont une grande partie est déversée dans des décharges de fortune (décharges à ciel ouvert), dans des cours d'eau et dans la mer Méditerranée, ou brûlée sans distinction par les habitants qui souhaitent s'en débarrasser, peu importe de quelle façon. La Croix-Rouge libanaise a observé qu'une grande partie des déchets générés dans les établissements informels sous tente qu'elle soutient sont de nature organique, le plus souvent des déchets de cuisine. En 2021, avec l'appui de la Croix-Rouge suédoise, elle a équipé les ménages de deux bacs de compostage de 240 litres, d'un sac de terre et de semences de légumes, et leur a fourni des conseils sur la façon d'obtenir un compost organique riche. Grâce aux deux bacs, il est à la fois possible de composter des déchets et d'utiliser la matière organique pour le jardinage. Cela a permis aux ménages non seulement de réduire les odeurs et les risques liés aux vecteurs de maladies présents dans les déchets non gérés, mais également de réduire leurs dépenses alimentaires en cultivant de nombreux aliments de base tels que des fèves, des concombres, du persil, des aubergines et de la menthe. Les activités de suivi indiquent que ce projet a également contribué à renforcer la cohésion des communautés au travers des travaux de jardinage et des produits partagés.

SOLS

75 milliards de tonnes de terre disparaissent chaque année sous l'effet de l'érosion. Protéger et restaurer les sols et la végétation peut être une façon peu coûteuse et facile de mettre un terme à ce processus⁹.

Problématiques

- Nombre de projets et activités humanitaires peuvent causer des dégâts environnementaux en raison d'une mauvaise gestion des sols et des ressources naturelles, ce qui peut engendrer des conséquences négatives à long terme pour les communautés, en particulier sur le plan de la sécurité alimentaire et de l'eau, ainsi que des moyens de subsistance.
- Souvent, les solutions techniques toutes faites peuvent avoir un impact négatif sur l'environnement et nécessitent un entretien qui suppose de poursuivre leur gestion et l'apport financier au-delà du cycle de projet.

Solutions

Lors de la mise en œuvre de projets, en particulier au début des opérations d'urgence, il est important de traiter le sol avec intelligence et d'éviter de procéder à des changements inutilement rapides. Entretien de la végétation en déblayant les sites de construction manuellement, restaurer des forêts ou d'autres végétaux ou reboiser des sols dégradés prévient l'érosion et la disparition de la couche arable, crée des possibilités d'emplois écologiques et offre une protection contre le vent et le risque d'inondation dû à l'incapacité d'absorption du sol. Prévenir l'érosion protège également les sources d'eau locales et stoppe la formation par érosion de ravines dangereuses.

Envisager d'utiliser des solutions naturelles, au lieu d'infrastructures construites, peut protéger ou restaurer les écosystèmes, ainsi que les bénéfices qu'ils apportent aux communautés. Enfin, protéger ou enrichir les forêts locales, les zones humides ou d'autres espaces sauvages protège l'accès des communautés à d'importantes ressources telles que les aliments présents dans la nature, les ressources utilisées pour l'artisanat traditionnel et la médecine, ainsi que d'autres produits forestiers non ligneux.

⁹ Global Soil Partnership Endorses Guidelines on Sustainable Soil Management <http://www.fao.org/global-soil-partnership/resources/highlights/detail/en/c/416516/> (2017).

RECOMMANDATIONS VERTES

- Éviter de causer des problèmes de dégradation des sols et d'érosion en gérant avec soin les projets de construction et en entretenant la végétation de couverture et la terre.
- Le déblayage manuel des sites de construction peut être plus long, mais il est aussi pourvoyeur d'emplois et facilite l'entretien de la couverture du sol et des arbres, si cela s'avère possible.
- Si le sol est fragile et s'érode facilement, planifier et construire des voies d'évacuation de l'eau et des mesures de contrôle de l'érosion le plus en amont possible, car une fois que l'érosion commence, il peut être très difficile et coûteux d'y mettre un terme.
- Les interventions portant sur les moyens de subsistance qui prévoient la distribution de bétail ou l'introduction de nouvelles cultures et espèces végétales doivent comporter une évaluation de leur impact potentiel sur la sécurité biologique et les écosystèmes.
- Les interventions portant sur les moyens de subsistance agricoles et pastoraux devraient être durables, préserver l'eau et le sol, et améliorer la résilience climatique.
- Utiliser des méthodes de réduction des risques de catastrophes écologiques, telles que la plantation d'arbres et l'entretien des zones humides aux fins de la protection contre les inondations, peut améliorer l'environnement naturel tout en offrant une réduction des risques à long terme.
- Instaurer des solutions basées sur la nature pour remplacer ou améliorer le bâti, telles que le traitement des eaux usées ou la purification de l'eau, peut être une démarche durable à la fois sur le plan environnemental et sur le plan financier.
- Soutenir la gestion commune des ressources naturelles peut accroître la résilience et la durabilité et encourager des prises de décision et une distribution des ressources plus équitables.
- Les activités de reboisement ou de protection des écosystèmes constituent une méthode utile pour restaurer une ressource surexploitée, réduire l'érosion, créer des habitats pour d'autres espèces de flore et de faune et compenser les émissions de gaz à effet de serre.
- Les activités de reboisement nécessitent un régime foncier sûr, des soins et un entretien réguliers des arbres et un plan de gestion ayant fait l'objet d'un consensus afin de limiter les facteurs de déforestation et d'éviter l'exploitation de la ressource.
- Les activités de reboisement ont le potentiel d'offrir des possibilités d'engagement communautaire et d'emplois verts grâce au développement de pépinières, à la vente de jeunes arbres, à la replantation, etc.
- Aider les communautés à cartographier et gérer leurs produits forestiers non ligneux, qui sont souvent une excellente source pour l'alimentation d'urgence, et soutenir les moyens de subsistance durables et résilients.
- Les programmes d'énergie de cuisson recourant au bois de chauffage ou à une autre biomasse ne sont presque jamais durables, ils doivent être soigneusement analysés et planifiés avant toute mise en œuvre.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

CONSEILS

The Nature Navigator: A handbook for DRR practitioners. Fédération internationale, 2022

<https://preparecenter.org/site/nbs/nbsresources/nature-navigator-handbook/>

MOOC (formation en ligne) : Les solutions basées sur la nature pour la résilience aux catastrophes et au climat PNUE/Partenariat pour l'environnement et la réduction des risques de catastrophe (PEDRR)

<http://www.pedrr.org/mooc>

ÉTUDES DE CAS

Exemples de dégradation des sols et des impacts en Haïti :

Environment and Humanitarian Action, Country Study, Haiti UNEP/OCHA Joint Environment Unit (2016)

https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Haiti_EHA_Studie_-_20160120.pdf

Recommandations pour la gestion des sols à proximité des camps de réfugiés en Ouganda :

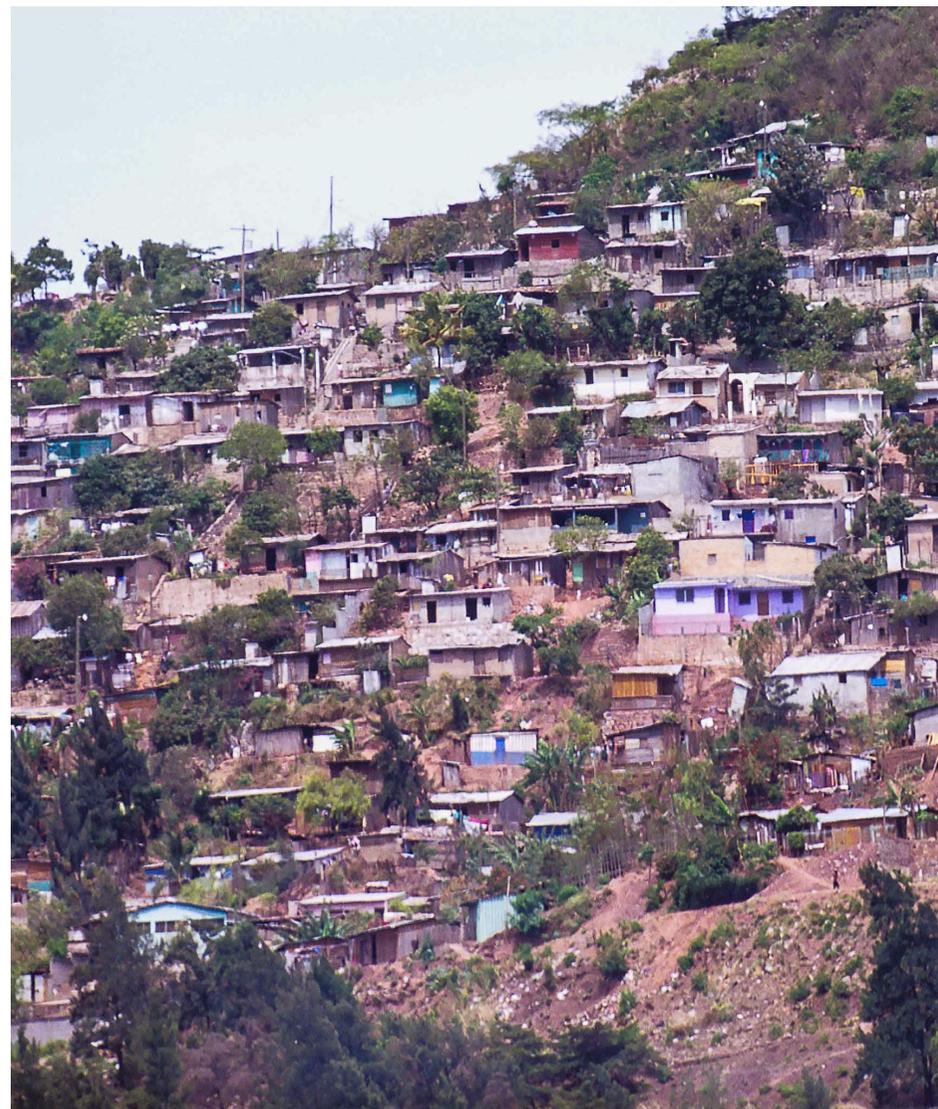
Restoring natural capital through tree-based interventions to reduce social tensions in humanitarian settings. World Agroforestry (2019)

<https://ehaconnect.org/wp-content/uploads/sites/2/2019/06/1.-Restoring-natural-capital-through-tree-based-interventions-to-reduce-social-tensions-in-humanitarian-settings.pdf>

Exemple La prévention des glissements de terrain au Honduras¹⁰

La Croix-Rouge du Honduras, avec le soutien de la Croix-Rouge suisse, a mis en œuvre un programme de gestion communautaire des risques de catastrophes dans le département d'Olancho (Honduras). L'objectif était de stabiliser le sol dans les zones propices aux glissements de terrain. La Croix-Rouge du Honduras et les communautés ont uni leurs efforts pour cartographier les lieux où des glissements étaient susceptibles de se produire. Ensuite, ensemble, ils ont mis en œuvre un système d'évacuation des eaux et un projet de restauration de la couverture végétale. Entre 2010 et 2018, 230 sites exposés à ce type d'aléas ont été stabilisés. Des canaux d'évacuation ont été creusés pour détourner le ruissellement de l'eau en toute sécurité, tandis que de la végétation de type vétiver et valériane a été plantée afin de stabiliser le sol et de ralentir l'écoulement de l'eau dans les pentes. À ces mesures se sont ajoutées des activités d'agroécologie en soutien aux moyens de subsistance locaux. Une évaluation réalisée en 2018 indiquait que plus de 80 % des sites avaient conservé leur couverture végétale, ce qui a contribué à protéger plus de 3 000 personnes contre des glissements de terrain.

¹⁰ Voir étude de cas publiée : <https://www.wocat.net/library/media/122/>



Honduras © IFRC

Exemple Une structure de captage de l'eau au Niger

Pour le lancement de ses activités à long terme de réduction des risques de catastrophe et de résilience communautaire, la Croix-Rouge nigérienne a déployé des actions de gestion des ressources naturelles en vertu d'un programme du Fonds de secours d'urgence en cas de catastrophe (DREF). C'est dans ce cadre que s'inscrit un projet de captage des eaux de pluie s'appuyant sur des structures de retenue des eaux en demi-lune. Le dispositif « travail contre espèce » adopté a permis aux communautés d'obtenir l'argent liquide dont elles avaient un besoin urgent lors de sécheresses et par ailleurs, à long terme, l'eau de pluie captée grâce aux infrastructures installées s'est avérée utile pour améliorer la productivité des terrains de pâturage. Cet exemple illustre combien une activité d'intervention axée sur la gestion des ressources naturelles peut évoluer, avec le temps, vers une reprise verte et contribuer à accroître la résilience des communautés en cas de catastrophe.



Niger © IFRC

EAU

À défaut d'une meilleure gestion de l'eau, 700 millions de personnes dans le monde devraient être déplacées en raison du manque d'eau propre d'ici à 2030. Il est vital de garantir que nos opérations d'intervention ne contribuent pas à de futures crises¹¹.

Problématiques

- La fourniture d'eau propre à l'usage des communautés ou des camps peut entraîner une surexploitation des sources d'eau potable locales, en particulier l'eau souterraine, et causer une perte irréversible de l'approvisionnement en eau.
- Les systèmes de pompage et de distribution de l'eau qui dépendent de générateurs à combustibles fossiles peuvent être coûteux à long terme et produire des émissions excessives de gaz à effet de serre.
- La surexploitation ou la pollution de l'eau peut avoir des répercussions importantes sur la sécurité alimentaire, car elles endommagent les sources de nourriture aquatique et limitent la quantité d'eau disponible pour l'agriculture.
- Des installations mal gérées et entretenues, telles que les dépôts de carburant et les ateliers de réparation de véhicules, peuvent provoquer une pollution chimique ou biologique des sols et des eaux douces et endommager les écosystèmes.

Solutions

L'eau est une ressource naturelle vitale et sensible, essentielle à la vie et aux moyens de subsistance de toutes les communautés. Une planification prudente est nécessaire pour garantir sa protection et faire en sorte que nos activités n'entraînent pas sa surexploitation. La fourniture d'eau potable propre et sûre aux communautés constitue un élément clé des interventions d'urgence et, lorsqu'elle est mise en œuvre d'une façon durable qui permet de minimiser le gaspillage d'eau et le recours à des carburants fossiles, elle peut également contribuer aux objectifs de développement à long terme.

L'approvisionnement durable en eau et la gestion de l'eau devraient faire partie intégrante de toute intervention. Cela peut se traduire, par exemple, par la construction d'abris pourvus de systèmes de captage de l'eau de pluie et de récupération des eaux grises, ces eaux étant ensuite utilisées pour l'arrosage des jardins de façon à garantir la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Les projets de protection de l'eau et d'approvisionnement en eau envisagés à l'échelle du paysage peuvent combiner des systèmes d'approvisionnement en eau – conçus aux fins d'une conservation et d'un contrôle facile de l'eau – avec des activités de conservation des sols et de reboisement autour de la source d'eau, qui permettent de garder l'eau propre. Tout cela contribue à améliorer la qualité et la quantité globales de l'eau à laquelle les communautés peuvent accéder dans la durée.

¹¹ Global Water Institute, 2013

RECOMMANDATIONS VERTES

- Dans la mesure du possible, éviter de construire de nouvelles structures se raccordant aux systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement déjà en place, en les soutenant et en les renforçant.
- Privilégier l'électricité solaire ou d'autres sources d'énergie renouvelable pour le pompage de l'eau. Lorsque cela s'avère possible, éviter d'utiliser des batteries dans les systèmes de pompage solaires.
- Réaliser une évaluation de l'aquifère avant d'extraire de l'eau souterraine. Si cela n'est pas possible à réaliser dans les délais liés à une intervention d'urgence, cette évaluation devrait être intégrée dans la planification des activités de suivi.
- Minimiser et éviter le transport de l'eau par camion ou la fourniture d'eau en bouteille.
- Intégrer la captation de l'eau de pluie et la récupération des eaux grises dans la conception des nouvelles structures et des abris.
- Envisager des interventions liées aux moyens de subsistance qui incluent des activités de protection de l'eau à l'échelle du paysage et de gestion durable de l'eau.
- Éduquer les communautés ciblées à éviter le gaspillage et l'utilisation inefficace de l'eau de source.
- Concevoir des systèmes d'approvisionnement en eau de façon à éviter le gaspillage et à faciliter leur inspection, et inclure des inspections et des entretiens réguliers dans les plans de projets afin d'éviter les fuites et d'autres sources de gaspillage, et d'empêcher les vecteurs de maladies tels que les moustiques de se reproduire.
- Placer les installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène, en particulier les systèmes d'assainissement et de traitement des eaux usées, à distance des zones inondables et des sources d'eau potable.
- Ne pas perdre de vue que les eaux usées, même lorsqu'elles sont traitées et biologiquement saines, sont encore riches en nutriments qui représentent un risque important pour les milieux d'eau douce. Ne jamais jeter aucun type de déchet biologique traité dans l'eau douce, mais les jeter plutôt sur des sols où les plantes pourront absorber les nutriments en toute sécurité.
- Envisager des approches plus écologiques du traitement en toute sécurité des boues fécales dans des contextes d'assainissement collectifs, comme l'utilisation de biodigesteurs. Ceux-ci peuvent même créer de la valeur à partir de ces déchets, puisqu'ils produisent des engrais ou des biogaz.
- Éviter la contamination des milieux d'eau douce par des produits chimiques de traitement de l'eau tels que les flocculants et le chlore ; en particulier, veiller à ce que les entrepôts de produits chimiques soient sécurisés, notamment contre les risques de catastrophe.
- Travailler avec des partenaires afin d'associer la fourniture d'eau à des interventions de gestion durable des sols et à des solutions fondées sur la nature (restauration des zones humides, par exemple) pour protéger les sources d'eau sur le long terme.
- Démanteler les installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène qui ne sont plus utilisées de façon appropriée et sûre afin de prévenir la contamination de l'environnement local, notamment des eaux souterraines.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

CONSEILS

Suggestions pour protéger les ressources en eau dans un projet d'eau, d'assainissement et d'hygiène : Water, Sanitation and Hygiene (WASH) Environmental Considerations, WWF (2016)

https://wwfint.awsassets.panda.org/downloads/water_sanitation_and_hygiene_wash_environmental_considerations.pdf

Une courte présentation sur l'entretien et le fonctionnement des systèmes d'eau alimentés à l'énergie solaire. Operation & Maintenance in Solar Powered Water Schemes - A quick overview, IOM (2021)

https://energypedia.info/images/e/e5/Operation_and_Maintenance_in_Solar_Powered_Water_Schemes_2021.pdf

BOÎTES À OUTILS ET FORMATIONS EN LIGNE

Une formation en ligne et une boîte à outils sur les systèmes de distribution d'eau à énergie solaire :

Safeguard Water, GIZ et partenaires (mis à jour régulièrement)

https://energypedia.info/wiki/Toolbox_on_SPIS/fr

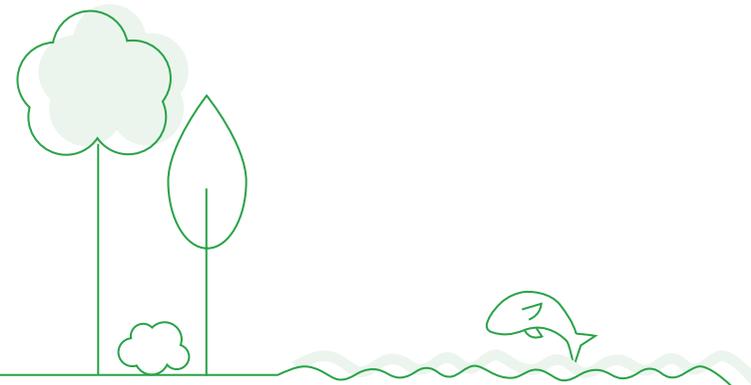
Wébinare sur l'alimentation des installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène, avec des études de cas provenant du CICR et de l'UNICEF :

Renewable Energy for Water Supply in Humanitarian Settings

https://energypedia.info/wiki/Webinar_on_Powering_WASH:_Renewable_Energy_for_Water_Supply_in_Humanitarian_Settings

Évaluation des systèmes d'assainissement alimentés au biogaz dans les prisons népalaises CICR, 2010

www.susana.org/_resources/documents/default/2-1023-zurbrugg-iwa2805-dewats-surabaya-final.pdf



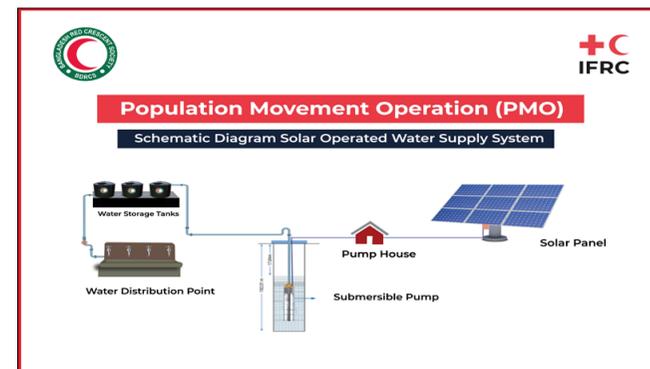
Exemple

Des systèmes d'approvisionnement en eau alimentés par énergie solaire au Bangladesh

Fin 2017, les établissements humains situés de Cox's Bazar, au Bangladesh, se sont développés en peu de temps, entraînant une augmentation rapide des besoins en eau potable saine. Dans le cadre de son opération liée aux mouvements de population à Cox's Bazar, la Société du Croissant-Rouge du Bangladesh met en œuvre un projet d'approvisionnement en eau où les réseaux de distribution d'eau sont alimentés à l'énergie solaire. Cela permet de fournir de l'eau sans les effets négatifs ni les coûts élevés associés aux générateurs à combustibles fossiles, tout en tirant profit d'une ressource à la fois renouvelable et disponible gratuitement. Des panneaux solaires alimentent en énergie une pompe submersible qui transfère l'eau vers des réservoirs de stockage, puis vers des points de distribution. Ce système fournit 20 litres d'eau potable saine à 100 personnes par robinet et par jour. La Société du Croissant-Rouge du Bangladesh, qui a tenu compte de l'environnement pour tous les aspects de la construction du système, a choisi un site approprié et évité de supprimer des arbres. Pour garantir la durabilité et la facilité d'entretien du réseau sous-terrain de canalisations, celles-ci sont fabriquées en HDPE (polyéthylène haute densité) plutôt qu'en fer, matériau qui a tendance à rouiller. La qualité de l'eau est testée par des volontaires formés issus de la communauté, ainsi que par un laboratoire chargé du suivi de la qualité de l'eau. Selon les estimations, si l'on compare le rapport qualité-prix de la construction et de l'entretien des panneaux solaires à celui d'un système alimenté par un générateur diesel, le système à énergie solaire sera 3,5 fois moins coûteux sur les vingt prochaines années et engendrera des économies de 173 386 dollars É.U. (sur la base du cours actuel du carburant).



Bangladesh © IFRC



Exemple Des systèmes de traitement des boues fécales au Bangladesh



Bangladesh, 2019 © Farzana Hossen / British Red Cross

En 2018 et 2019, des projets pilotes visant à mettre en œuvre de nouvelles méthodes de traitement des boues fécales ont été déployés à Cox's Bazar, au Bangladesh. Le premier projet, conçu à l'initiative de la Société du Croissant-Rouge du Bangladesh et de la Fédération internationale, consistait en un système aérobie de traitement multiple. Au départ, ce projet permettait de traiter les eaux usées d'environ 5 000 réfugiés, mais il s'est élargi et en 2020, il traitait de façon durable les déchets d'environ 20 000 personnes par jour. Les déchets sont traités en toute sécurité, sans produits chimiques, et le liquide résiduel est libéré après une série de tests.

Quant au système construit en 2019 par le Croissant-Rouge du Bangladesh avec l'appui de la Croix-Rouge britannique, de la Croix-Rouge suédoise, d'Urban Waters et de CDD Society, il repose également sur une méthode aérobie. Décentralisé, il permet de traiter les eaux usées de 20 000 personnes supplémentaires. Dans ce système, les boues sont asséchées à l'énergie solaire, puis incinérées. Les cendres ne présentent aucun danger et peuvent être utilisées à des fins de jardinage. Ces deux méthodes fournissent de nouvelles options, plus écologiques, de traitement des boues fécales dans les contextes de crise prolongée.

À l'échelle mondiale, la Fédération internationale tente de faire du traitement des boues fécales une compétence technique utile au secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans son ensemble dans les contextes d'assainissement collectif tels que les camps ou les situations de crises urbaines. Il existe à l'heure actuelle peu de méthodes de traitement rapides et écologiques susceptibles d'être déployées dans des contextes d'urgence. C'est pourquoi la Fédération internationale emploie à élaborer davantage de nouvelles solutions, notamment des solutions pouvant être rapidement déployées dans ces contextes.

CONTACT :

William Carter (Fédération internationale) - william.carter@ifrc.org

ÉNERGIE - MÉNAGES

Des études menées au Bangladesh indiquent que fournir du GPL, gaz de cuisson propre et sain, dans les contextes humanitaires n'augmente que de 10 % le coût de l'aide alimentaire, et permet de sauver des vies et de faire baisser de plus de 80 % la collecte de bois de chauffage¹².

Problématiques

- Dans le monde, 3 milliards de personnes cuisinent encore sur un feu ouvert, mais les organisations humanitaires ne tiennent souvent pas compte des besoins en énergie des ménages, en particulier lors des opérations d'intervention d'urgence.
- Lorsqu'ils ne disposent pas de combustibles modernes ou des fournitures électriques suffisantes, les ménages sont obligés d'utiliser des combustibles de mauvaise qualité tels que le bois et le charbon pour cuisiner.
- L'utilisation de combustibles de cuisson de mauvaise qualité engendre de la fumée et de la pollution atmosphérique qui a des répercussions négatives sur la santé et le bien-être, en particulier chez les femmes et les enfants.
- La collecte de bois et la production du charbon sont des causes majeures de la déforestation et de la dégradation des terres.
- Les femmes et les filles qui doivent aller ramasser du bois loin de chez elles sont exposées au risque de violence sexiste.
- Le manque d'énergie durable et abordable financièrement pour l'éclairage et la communication a des incidences négatives sur la qualité de vie, les moyens de subsistance et les résultats scolaires.
- La fourniture ou la production locale de fourneaux de mauvaise qualité peut être coûteuse et peu utile pour améliorer l'efficacité énergétique.

Solutions

C'est en analysant correctement les besoins énergétiques des ménages et des communautés que l'on peut les comprendre et fournir un soutien approprié pour y répondre de façon saine, durable et équitable. Il est particulièrement important de procéder à cette analyse dans les contextes de déplacements. Dans certains cas, la solution la plus efficace consiste à soutenir l'élargissement des réseaux d'énergie existants jusqu'aux communautés éloignées, de sorte que l'intervention ou le projet puisse contribuer à la réalisation des objectifs de développement à plus long terme. Dans d'autres cas, en l'absence de réseau électrique, l'énergie solaire peut aujourd'hui facilement, et de façon de moins en moins coûteuse, répondre à la plupart des besoins énergétiques des ménages en matière d'éclairage et de recharge des batteries d'appareils de communication comme les téléphones portables, par exemple.

Mettre l'accent sur la fourniture de combustibles de cuisson modernes, tels que les bouteilles de gaz, aura des effets bénéfiques immédiats sur la santé des femmes et des enfants, sans compter une réduction des émissions des gaz à effet de serre dans une mesure impossible à atteindre autrement. Sinon, sous réserve d'une planification soignée, d'autres mesures telles que la fourniture de bois de chauffage et de technologies de cuisson à haut rendement énergétique peuvent également mettre un frein à la déforestation.

¹² HCR Bangladesh

RECOMMANDATIONS VERTES

- Analyser les modes d'éclairage et de cuisson des aliments des ménages en étudiant attentivement les conséquences sur l'environnement qui en découlent.
- Si possible, dans des contextes de développement urbain ou rural, favoriser le raccordement aux réseaux locaux de fourniture en électricité et en gaz et leur développement.
- Fournir aux ménages des éclairages, des lampes et des stations de recharges alimentés à l'énergie solaire le cas échéant. Il convient cependant de vérifier ce qu'il advient du produit à la fin de son cycle de vie et évitez de générer des déchets électroniques.
- Si nécessaire, fournir, même en guise de complément, des combustibles plus propres tels que du gaz en bouteille, afin de réduire les problèmes de santé liés à la pollution et les effets négatifs du feu de bois et du charbon sur l'environnement.
- S'il n'y a pas d'autre choix que d'utiliser du bois de chauffage, garantir son séchage approprié avant usage augmentera de façon significative l'efficacité et réduira la pollution.
- S'il n'y a pas d'autre choix que d'utiliser du bois de chauffage ou du charbon, envisager d'améliorer l'accès à des fourneaux améliorés plus économes en combustible (préférer les modèles soumis à des essais indépendants et conformes aux normes ISO en matière d'efficacité de cuisson). À cet effet, il est également possible de procéder à des interventions basées sur le marché et/ou à l'assistance sous forme d'espèces et de bons.
- Fournir des solutions alternatives de purification de l'eau qui ne nécessitent pas de bouillage avant consommation.
- Informer les ménages sur les méthodes de cuisson économes en combustibles, telles que le trempage préalable des légumes secs, qui permet de réduire le temps de cuisson.
- Veiller à ce que les ménages disposent de matériel permettant de conserver l'énergie, comme des couvercles de casseroles étanches.
- Fournir des variétés locales d'aliments de base qui nécessitent moins de cuisson et sont acceptables localement et sur le plan culturel.
- Unir vos efforts à ceux d'autres acteurs pour garantir la possibilité de répondre aux besoins en combustibles de cuisson sans dégâts sur l'environnement.
- Les technologies d'énergie propre progressent rapidement ; c'est pourquoi il convient de rester informé des nouvelles technologies vertes, notamment des progrès en matière de fourneaux électroniques, afin d'offrir aux communautés les meilleures options pour répondre à leurs besoins énergétiques.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

ÉTUDES DE CAS

Compendium of good practices for a greener humanitarian response, Solarizing a humanitarian hub, Commission européenne (2021) https://www.urd.org/wp-content/uploads/2021/06/DOC_EU_ENVIRONMENT_COMPENDIUM_EN_250621.pdf

Des carburants traditionnels dans un contexte humanitaire. Étude de cas réalisée dans le camp de réfugiés de Nyarugusu, région de Kigoma, Tanzanie. PNUE DTU (2017)

<https://unepdtu.org/publications/the-true-cost-of-using-traditional-fuels-in-a-humanitarian-setting-case-study-of-the-nyarugusu-refugee-camp-kigoma-region-tanzania/>

Cooking Options in Refugee Situations: a handbook of experiences in energy conservation and alternative fuels, UNHCR 2002.

<https://www.unhcr.org/uk/protection/environment/406c368f2/handbook-experiences-energy-conservation-alternative-fuels-cooking-options.html>

Publication scientifique :

Exemple de fourniture d'énergie de cuisson basée sur le marché :

Cooking in Displacement Settings Engaging the Private Sector in Non-wood-based Fuel Supply, Moving Energy Initiative, (2019)
<https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/publications/2019-01-22-PatelGross2.pdf>

CATALOGUES

Catalogue de fourneaux et de combustibles propres et testés :

Standardizing the Performance of Clean Cooking Solutions, Clean Cooking Alliance, Clean Cooking Catalogue
<https://cleancooking.org/research-evidence-learning/standards-testing/>

Exemple Des fourneaux à faible consommation en Namibie

En 2018, en partenariat avec la Croix-Rouge espagnole, la Société de la Croix-Rouge de Namibie a entamé un projet financé par l'Union européenne qui visait à atténuer les impacts négatifs des changements climatiques dans les communautés rurales vulnérables et consistait, entre autres, à promouvoir l'utilisation de technologies à haut rendement énergétique. Le projet bénéficiait du soutien du ministère de l'Agriculture, de l'Eau et des Forêts, ainsi que de l'Institut namibien de l'énergie (Université de Namibie des sciences et technologies). Il s'est déroulé sur 26 mois, durant lesquels plus de 500 fourneaux ont été construits, ce qui a permis de toucher 2 505 personnes au total.

Les communautés locales ont été associées au processus de sélection des fourneaux à tester, d'autant que certains modèles proposés étaient fabriqués avec des matériaux trop coûteux ou inaccessibles dans les zones rurales du pays. Le choix s'est porté sur le fourneau « Éléphant » en terre cuite, à faible consommation énergétique et fabriqué avec des matériaux faciles à obtenir localement (terre argileuse, sable, cendres et paille). Par rapport au fourneau traditionnel à feu ouvert, il consomme de 50 à 60 % moins de bois de chauffage. Sa conception permet également de réduire l'exposition aux substances polluantes.

Les fourneaux ont été installés dans des maisons sélectionnées par les membres de la communauté (généralement des dirigeants communautaires) et sont accessibles à quiconque est intéressé. Le recours à des matériaux locaux et la simplicité de sa conception font qu'il est facile à reproduire dans d'autres contextes. Il suscite un niveau si élevé d'adoption que le déploiement de sa construction s'est poursuivi au-delà de la fin officielle du projet.



Namibia © IFRC

Exemple Fourniture de GPL au Bangladesh

En 2018, à la suite de l'arrivée de réfugiés à Cox's Bazar, au Bangladesh, une quantité massive de bois a été ramassée dans les forêts locales. Selon les estimations, au début de la situation d'urgence, plus de 730 tonnes de bois étaient collectées chaque jour, ce qui aurait entraîné le défrichage de l'équivalent de plus de 1 100 terrains de football par an. D'importants habitats de faune sauvage locale étaient gravement menacés et les tensions sociales avec les communautés hôtes s'accroissaient, ces dernières étant préoccupées par le sort de leurs ressources naturelles et de leurs moyens de subsistance. Pour contrer cette situation, la Société du Croissant-Rouge du Bangladesh s'est associée à des partenaires pour mettre à disposition un autre combustible de cuisson propre, sous la forme de gaz de pétrole liquéfié (GPL), au travers d'un système de bons. La collecte de bois dans les forêts des environs a alors immédiatement chuté de façon considérable. Cette solution a également des effets mesurables sur la nutrition et la santé, car le GPL est accessible de façon fiable et prévient la pollution de l'air intérieur. Point important, l'utilisation de ce combustible élimine la nécessité de se déplacer loin pour collecter le bois, ce qui entraîne une forte diminution des risques de violences sexuelles et sexistes et améliore les résultats éducatifs des enfants, ceux-ci étant désormais libérés de la tâche chronophage d'aller chercher du bois.



Bangladesh © IFRC

ASSISTANCE SOUS FORME D'ESPÈCES ET DE BONS

Entre 2015 et 2020, le recours à l'assistance sous forme d'espèces et de bons dans le cadre de l'assistance humanitaire a quasiment triplé, au point de représenter 18% de l'assistance internationale. C'est pourquoi garantir que ces programmes sont écologiquement responsables constitue un élément clé des actions humanitaires vertes¹³.

Problématiques

- L'assistance sous forme d'espèces et de bons est souvent considérée comme une option plus écologique, mais ce n'est pas toujours le cas si les marchés locaux ne sont pas en mesure de fournir des articles de bonne qualité et durables, produits de façon durable.
- Les produits disponibles localement peuvent être de moindre qualité et présenter des cycles de vie plus courts, ce qui génère des émissions de gaz à effet de serre plus élevées et davantage de déchets.
- L'assistance sous forme d'espèces et de bons reporte la responsabilité environnementale des organisations sur les populations ciblées qui ne sont parfois pas en mesure d'effectuer des choix durables et en viennent à acheter des produits moins durables présentant des cycles de vie plus courts.
- L'assistance sous forme d'espèces et de bons peut engendrer des dégâts sur l'environnement, notamment la déforestation causée lorsque l'assistance est fournie aux fins de la construction d'abris.

Solutions

Il est possible d'intégrer pleinement des critères environnementaux dans les évaluations du marché préalables au choix d'un projet d'assistance sous forme d'espèces et de bons afin de garantir sa durabilité. Les mesures incitatives et l'éducation à l'environnement à l'intention des communautés cibles peuvent donner à ces dernières les moyens d'effectuer des choix durables. Enfin, travailler avec des fournisseurs locaux pour améliorer la durabilité et la qualité des produits permet de garantir que les bénéficiaires et la communauté au sens plus large disposent d'un accès à long terme à des produits plus durables.

¹³ CaLP (2020), The State of the World's Cash 2020

RECOMMANDATIONS VERTES

- Intégrer systématiquement des critères environnementaux dans les évaluations, les politiques et les stratégies liées à l'assistance sous forme d'espèces et de bons, et s'appuyer sur ces critères pour opérer un choix entre distribution d'espèces ou de bons, ou échanges en nature ; sensibiliser les professionnels manipulant des espèces.
- Les programmes d'assistance sous forme d'espèces et de bons peuvent soutenir des initiatives environnementales telles que la reforestation et contribuer utilement à la réhabilitation de l'environnement local après une crise.
- Avant de concevoir un programme d'assistance sous forme d'espèces et de bons, en particulier un programme de transferts monétaires récurrents ou un programme spécifique à un secteur particulier, il est important de procéder aux analyses suivantes -
 - » analyse des besoins, ainsi que des habitudes et préférences de consommation des communautés locales, y compris les besoins énergétiques des ménages ; et analyse du contexte environnemental local ;
 - » dans le cadre des évaluations du marché, analyse de la disponibilité de produits durables, ainsi que de la qualité et des normes environnementales applicables à la production locale.
- Utiliser la liste de vérification environnementale (voir lien ci-dessous) pour vous aider dans l'évaluation, la planification et le suivi du projet d'assistance sous forme d'espèces et de bons.
- Associer l'assistance sous forme d'espèces et de bons à des activités complémentaires telles que l'appui technique et l'éducation aux questions environnementales, ainsi que la production et la consommation durables, tant pour le personnel que pour les bénéficiaires et les fournisseurs.
- Envisager d'adopter une approche « mixte » combinant assistance sous forme d'espèces et de bons et échanges en nature, qui pourrait être plus adaptée pour éviter les dégâts environnementaux.
- Promouvoir et encourager des choix de consommation durables au travers de campagnes de communication et d'information ciblées.
- Distribuer des bons ou imposer certaines conditions afin de promouvoir des achats spécifiques durables, p. ex. acheter des combustibles de cuisson et des fourneaux écologiques.
- Se rapprocher d'un grand nombre de parties prenantes, acteurs et organisations, y compris du secteur privé, et nouer des partenariats avec eux afin de/d':
 - » adopter une approche fondée sur le marché et renforcer une production, une conservation et une distribution durables et locales ; et
 - » encourager davantage de fournisseurs à proposer des produits durables en intégrant ces derniers dans un système de distribution de bons.
- Lors du suivi de l'assistance sous forme d'espèces et de bons au cours du cycle de projet, ne pas se limiter à examiner la façon dont cette aide a été utilisée, mais se pencher également sur ses impacts environnementaux (déchets, eau, déforestation, etc.).

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

ÉTUDES

Étude sur les conséquences environnementales de l'assistance sous forme d'espèces et de bons, les équilibres possibles entre différentes formes d'assistance et recommandations quant à la façon d'accroître l'impact positif des programmes d'assistance sous forme d'espèces et de bons :

Les implications environnementales des transferts monétaires. Brangeon, Leon (2020)
https://www.urd.org/wp-content/uploads/2020/11/Rapport-Env-Cash_FR_GroupeURD_2020.pdf

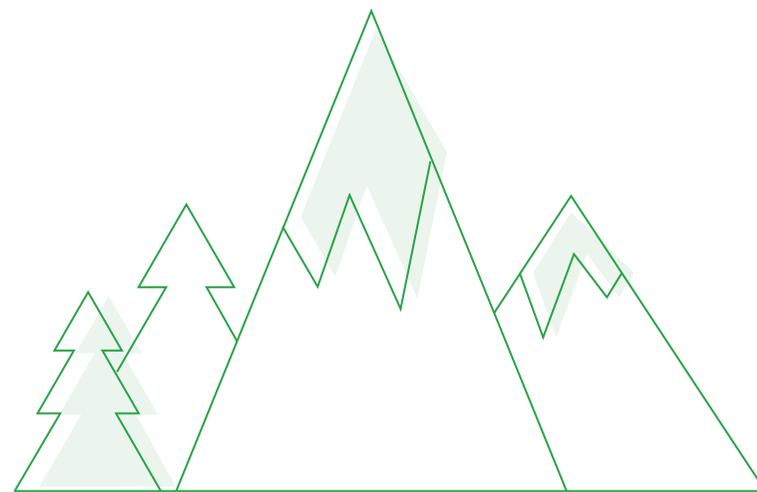
Analyse comparative de l'impact de l'assistance sous forme d'espèces et de bons et de l'aide contre nature dans différents pays, concernant différents articles de secours courants, avec des recommandations sur la façon de minimiser les impacts sur l'environnement.

HCR, ARUP (2020) Review of environmental impact of Cash Based Interventions and in-kind assistance, Executive Summary.
<https://www.unhcr.org/5fce26c44.pdf>

LISTES DE VÉRIFICATION

Liste de vérification pour l'évaluation, la planification et le suivi des programmes de l'assistance sous forme d'espèces et de bons :

HCR et PNUE 2022,
[Checklist CVA and Environment - The CALP Network](#)



Exemple

Des espèces en échange d'une participation à la construction d'infrastructures écologiques au Kenya

Dans le sous-comté de Kinango, au Kenya, la Croix-Rouge du Kenya, en collaboration avec le PAM et le gouvernement du Kenya, a lancé un programme de distribution d'espèces en échange d'une participation à la construction d'infrastructures écologiques. Cette région a subi plusieurs sécheresses qui ont eu des conséquences sur la sécurité alimentaire et de l'eau. À travers le programme d'opérations prolongées de secours et de relèvement de la Croix-Rouge du Kenya, les bénéficiaires ont creusé des bassins de captage d'eau et planté des arbres. En échange de leur travail, ils ont reçu une compensation en espèces. Les améliorations apportées aux structures d'approvisionnement en eau et à l'état du sol, associées à l'introduction de variétés de cultures plus résistantes à la sécheresse, ont permis d'améliorer considérablement la production de cultures alimentaires et la sécurité alimentaire. Un projet de culture de légumes et de pépinière a également été mis en place, ce qui génère des revenus pour les communautés ciblées. Autre avantage pour l'environnement, celles-ci ont cessé la production de charbon. Cette pratique était auparavant la principale source de revenus dans la région, mais elle exposait la population à une pollution atmosphérique dangereuse, et les sols à l'érosion et à une déforestation massive. À présent, grâce au programme, la production de charbon est fortement réduite et la zone est largement reboisée.



Kenya © IFRC

ANNEXE

Exemple : L'analyse des risques environnementaux de base d'un projet

L'analyse des risques environnementaux de base d'un projet ou d'une opération humanitaire peut être réalisée au moyen d'outils spécialisés tels que l'outil NEAT+, mais l'exemple ci-dessous indique comment faire si vous souhaitez procéder par vous-même, sans utiliser d'outil particulier.

Une Société nationale prévoit de porter assistance à des communautés éloignées en leur fournissant de l'eau potable. Pour ce faire, elle doit forer des trous de sonde et mettre en place des kiosques à eau dans les villages.

Phase 1. Recenser *les apports et les produits* environnementaux de l'activité

Apports

- Ciment et autres matériaux destinés à la construction et à la sécurisation des trous de sonde et des kiosques à eau
- Générateurs et groupes électropompe
- Carburant et essence pour les générateurs
- Émissions de gaz à effet de serre produites par les véhicules et les générateurs
- Déchets alimentaires et autres déchets produits par le personnel travaillant sur le projet et les prestataires chargés de forer les trous de sonde

Apports

- Extraction d'eau souterraine
- Utilisation de matériaux locaux pour la construction des kiosques à eau

Changements découlant du projet

- Augmentation du flux des eaux usées dans les voies aquatiques à proximité
- Augmentation possible des élevages en raison de la fourniture d'eau
- Augmentation possible de la culture de légumes et d'autres pratiques agricoles en raison d'une fourniture accrue d'eau

Phase 2. Déterminer les sensibilités de l'environnement

Le climat : aride, une seule saison des pluies

La topographie : collines basses, végétation éparse et broussailleuse, et terres cultivées, sols fragiles et érodables

Les ressources naturelles : terres de pâture et de culture, pas d'autres ressources naturelles importantes

L'utilisation des sols : élevage de bétail dans des pâturages et quelques cultures saisonnières de subsistance

Les sources d'eau : principalement des ruisseaux saisonniers avec quelques rivières permanentes ; existence attestée d'eaux souterraines dans des aquifères peu profonds

La population locale : la population locale est en grande partie répartie en petites communautés villageoises. Il n'y a pas de système d'électrification ni de traitement des déchets solides. Certains ménages disposent de petits panneaux solaires et de générateurs à des fins d'utilisation occasionnelle. Les toilettes à fosse constituent la principale méthode d'assainissement.

L'industrie locale : agriculture de subsistance dans une large mesure, avec quelques ventes locales de bétail, de récoltes excédentaires et de charbon de bois

Accès : accès aux villages par des routes en mauvais état nécessitant des véhicules 4x4

Les zones protégées : présence d'un parc national en bord de zone, entraînant un certain trafic touristique et des conflits entre les éleveurs et les gardes forestiers

Sites culturels d'importance : absence de sites culturels d'importance connus ; la plupart des villages disposent d'un bâtiment religieux souvent construit avec des matériaux locaux.

Phase 3. Établir quelles sont les principales incidences du projet

- L'extraction d'eau à partir d'aquifères non évalués dans un environnement sec peut être une solution non durable.
- Les générateurs pour les pompes nécessiteront du carburant et de l'essence, ce qui entraînera des coûts permanents et l'émission de gaz à effet de serre.
- Les ressources naturelles destinées à la construction et au forage de puits sont limitées. Les matériaux devront être importés à l'aide de camions adaptés.
- Il n'existe aucun système pour traiter les déchets solides sur le site.

Phase 4. Dresser la liste des améliorations à apporter au projet

- Évaluer le système aquifère avant le forage et mettre en place une surveillance permanente de l'aquifère.
- Éviter l'utilisation excessive des eaux souterraines.
- Utiliser des panneaux solaires pour alimenter les pompes de forage plutôt que des générateurs.
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre en réduisant les déplacements sur le site.
- Gérer les déchets et éliminer les déchets solides non biodégradables apportés sur le site.

Phase 5. Réviser le plan de projet

Les améliorations à apporter au plan du projet sont les suivantes :

- Pré-évaluation du système aquifère
- Surveillance continue de l'aquifère
- Programmes d'éducation communautaire sur la gestion et la conservation de l'eau
- Constitution de conseils communautaires de l'eau pour assurer la distribution et l'utilisation équitables de l'eau
- Utilisation de panneaux solaires pour le pompage de l'eau et augmentation de la capacité de stockage de l'eau
- Désignation d'un responsable de la logistique chargé de coordonner les voyages et les déplacements dans le cadre du projet
- Intégration d'exigences en matière de « responsabilité environnementale » dans les documents d'appel d'offres pour le forage et dans le contrat final, à savoir :
 - » des plans de gestion des déchets,
 - » l'utilisation de véhicules appropriés,
 - » le logement sur place pour les équipes de forage afin de réduire les déplacements,
 - » un plan de travail incluant le transport du personnel et du matériel.



La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Fédération internationale) est le plus grand réseau humanitaire au monde, qui compte 192 Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge membres et quelque 14 millions de volontaires. Nos volontaires sont présents dans les communautés avant, pendant et après les crises et les catastrophes. Nous œuvrons dans les environnements les moins accessibles et les plus complexes afin de sauver des vies et de promouvoir la dignité humaine. Nous aidons les communautés à devenir plus fortes et plus résilientes pour que chacun puisse mener une vie sûre et saine et avoir des possibilités de prospérer.

Suivez-nous sur :

ifrc.org | twitter.com/ifrc | facebook.com/ifrc | instagram.com/ifrc | youtube.com/ifrc